

# INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 269  
4 juillet 1988

AFGHANISTAN  
Après l'accord  
sur le retrait

UNION  
SOVIETIQUE  
Regards  
sur  
la politique  
extérieure

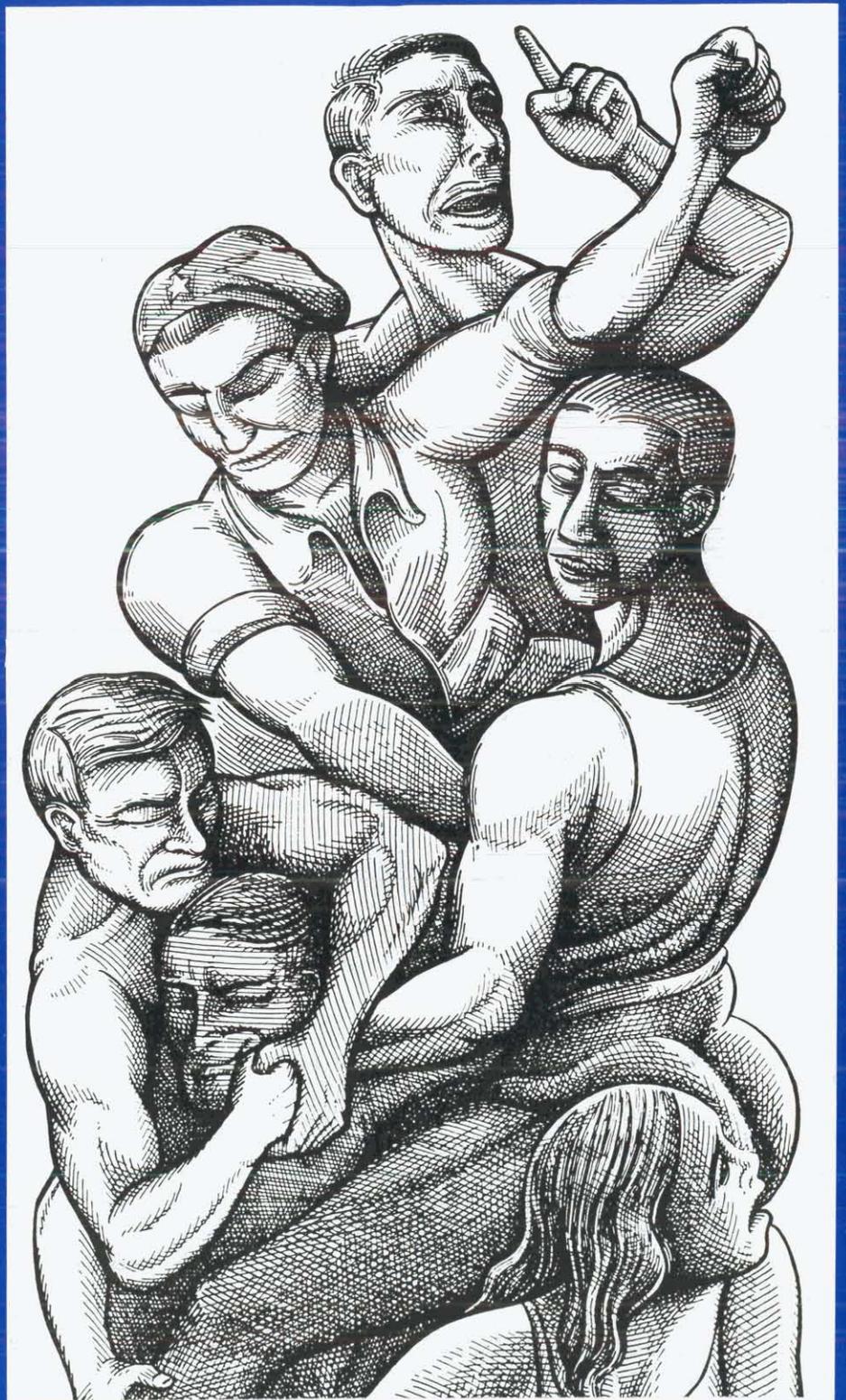
ISRAEL  
Combattre  
ensemble

YOUGOSLAVIE  
L'armée  
s'en mêle

AFRIQUE DU SUD  
Une grève  
sans précédent



15 FF - 4 FS - 85 FB



# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale. Editée par Presse-Édition-Communication (PEC). Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 269 DU 4 JUILLET 1988

- 3 UNION SOVIETIQUE  
La politique extérieure de Gorbatchev  
*Ernest MANDEL*
- 10 SUEDE  
Scandales à Stockholm  
*Maria SUNDVALL*
- 11 AFGHANISTAN  
L'accord sur le retrait  
*Salah JABER*
- 16 AFRIQUE DU SUD  
Un succès sans précédent  
*Peter BLUMER, Nathan PALMER*
- 19 BELGIQUE  
Combattre le racisme  
Entretien avec *Johan BIJTTEBIER*
- 20 ISRAEL  
Combattre ensemble  
*Rémy MANDELZWEIG*
- 21 Manifestation contre l'occupation  
*Michel WARSCHAWSKI*

**EN  
BREF...**



- 25 GUADELOUPE : Libérez Bruno Anastase ; CANADA : Naissance de Gauche Socialiste/Socialist Challenge ; LES NOTRES : Fred Halstead (1927-1988) ; CANADA : 50 ans de la IV<sup>e</sup> Internationale ; ETAT ESPAGNOL : Contre l'embrigadement ; GRANDE-BRETAGNE : 50 000 pour les droits des homosexuels ; YOUGOSLAVIE : Campagne de protestation.
- 28 YOUGOSLAVIE  
Répression : l'armée s'en mêle  
*Michele LEE*



By BAS in Tachydromos (Athens). C&W Syndicate

## ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune .....

Code postal..... Pays.....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) : 140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) : 155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) : 180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) : 195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France : 200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) : 215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire -  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 45.32.06.23

# La politique extérieure de Gorbatchev

**AVEC L'ELIMINATION** des fusées nucléaires à moyenne portée, la diplomatie soviétique a incontestablement remporté un succès au sommet de Moscou. Il ne faut pas en exagérer la portée. Le nombre des têtes nucléaires qui seront effectivement démantelées, ne représente qu'une infime partie (2 à 3%) de toutes celles accumulées sur notre planète et qui menacent la survie physique du genre humain. Les chances d'une réduction radicale des fusées nucléaires stratégiques à longue portée restent fort réduites, vu la détermination de l'impérialisme de fonder ses doctrine et pratique militaires sur la prétendue "dissuasion nucléaire". Ce que Gorbatchev a obtenu, c'est plus un succès de relations publiques qu'un pas effectif vers le désarmement nucléaire, pour ne pas dire vers le désarmement tout court. Nous restons plus convaincus que jamais qu'un tel désarmement est irréalisable dans le cadre du régime capitaliste à l'époque impérialiste, surtout irréalisable en collaboration avec les principaux gouvernements impérialistes.

**Ernest MANDEL**

**C**ECI DIT, la dimension "relations publiques" de l'opération ne doit pas être considérée comme négligeable. Pendant de nombreuses années, l'impérialisme avait réussi à faire accepter par l'opinion publique ouvrière et petite-bourgeoise des principaux pays impérialistes, les Etats-Unis, l'Allemagne occidentale et le Japon, l'idée qu'il y avait menace d'agression soviétique en Europe et en Asie, et que la course aux armements, déclenchée par l'impérialisme, se justifiait dans ces conditions. En Grande-Bretagne, en France et en Italie, ce mythe a eu moins d'écho. Mais même dans ces pays, il y avait pour le moins une fraction des travailleurs qui l'acceptait. La légitimité de la défense de l'URSS, pendant des décennies, *credo* fondamental des partis communistes et de leurs alliés, était largement battue en brèche. Les effets du stalinisme, l'intervention militaire en Hongrie et en Tchécoslovaquie, le cours aventuriste du Kremlin en Afrique et en Afghanistan, apportaient de l'eau au moulin de la propagande anti-soviétique et anti-communiste.

Par une réorientation habile de la diplomatie et de la propagande soviétiques, Gorbatchev et son équipe ont réussi à modifier du tout au tout cette situation idéologico-politique. Prenant les impérialistes au mot sur l'affaire de la "double solution" des fusées à moyenne portée (1), ils ont, pour la première fois depuis la guerre du Vietnam, sinon depuis l'agression nazie contre l'URSS, commencé à opérer de-

vant l'opinion publique occidentale à partir d'une position de force politique, et non à partir de l'obligation de défendre des initiatives et des doctrines peu populaires aux yeux des masses.

De ce fait, le climat politique a commencé à changer dans toute une série de pays, d'une manière qui ne peut qu'aider le mouvement ouvrier dans son ensemble, y compris son aile révolutionnaire. Le démantèlement de l'idéologie de "l'empire du mal" et de l'anti-communisme à outrance, affaiblit le dispositif idéologique de la bourgeoisie, freine l'offensive conservatrice néo-libérale, élargit l'espace d'un front commun anti-capitaliste ou, aux Etats-Unis, l'espace pour une première percée de l'indépendance politique de classe au sein de masses plus larges.

## L'impérialisme est sur la défensive

Rien n'est évidemment acquis d'avance dans ce domaine. Tout dépend en dernière analyse de la capacité d'initiative politique des forces révolutionnaires et anti-capitalistes, de leur poids accru au sein du mouvement ouvrier organisé et de la classe ouvrière dans son ensemble, des étapes successives de la recomposition du mouvement ouvrier.

Mais il faudrait être aveugle pour ne pas remarquer que pour la première fois depuis longtemps, l'impérialisme est sur la défensive dans le domaine diplomatique, et sérieusement décontenancé. Le fait que le parti qui, a été pendant 30 ans le prin-

cipal pilier de l'anti-communisme et de l'OTAN au sein du mouvement ouvrier européen, le Parti social-démocrate allemand (SPD) ait fait un virage spectaculaire vers le dialogue systématique, voire institutionnalisé, avec le Parti communiste de République démocratique allemande (SED) (2), symbolise ce changement du climat politico-idéologique.

Gorbatchev s'efforce maintenant de prolonger ce succès au sommet de Moscou en répétant l'opération de "mise au pied du mur" à l'égard de Washington dans le domaine du désarmement conventionnel. Le principal argument de la propagande impérialiste contre les propositions soviétiques de poursuivre le désarmement nucléaire, c'est qu'elles tendraient objectivement à "désarmer l'Europe" et à la rendre "indéfendable", vu la prétendue "supériorité écrasante" des armées du pacte de Varsovie dans le domaine des armes conventionnelles (3). Gorbatchev-Chevarnadze ripostent : si c'est cela que vous craignez, réduisons donc d'un commun accord les armes conventionnelles sur une base de stricte parité contrôlée. Voilà l'arroseur impérialiste arrosé une deuxième fois. C'est tant mieux.

## Un dessein global

On commettrait cependant une lourde erreur en réduisant l'essentiel du tournant gorbatchévien dans le domaine des relations internationales, aux initiatives de désarmement. De même, on commettrait une erreur parallèle en jugeant les modifications des rapports de force qui sont en train de s'esquisser à l'échelle mondiale, au seul domaine du climat politico-idéologique qui prévaut en RFA, aux Etats-Unis, au Japon et dans d'autres pays impérialistes.

En réalité, l'offensive de désarmement et de charme à l'égard de l'opinion publique occidentale de la part du Kremlin n'est qu'une pièce d'un puzzle dont les contours commencent à apparaître de manière assez nette. Le Kremlin est engagé dans une négociation globale avec l'impérialisme pour mettre en place une pratique de "coexistence pacifique avancée", qui implique des concessions politiques multiples de sa part, en échange d'avantages économiques. Le mouvement de libération des pays du "Tiers-monde", les révolutions en cours dans plusieurs secteurs-clés d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, risquent de faire les frais de la recherche de cet accord global.

Pour comprendre les raisons de ce pro-

1) Voir sur les différents aspects de ce problème, l'article de D. Seppo dans *Inprecor* numéro 260 du 29 février 1988.

2) Cette attitude reflète évidemment aussi, du moins partiellement, l'intérêt de la bourgeoisie ouest-allemande, voire européenne, à étendre considérablement ses exportations vers l'URSS et l'Europe orientale.

3) Cette "supériorité" est une mystification éclatante. Dans le meilleur ouvrage consacré jusqu'ici à la question, Jacques Sapir (*Le Système Militaire soviétique*, Paris, La Découverte, 1988) conclut plutôt à une supériorité des forces de l'OTAN, si la qualité des armes et d'autres facteurs concomitants, non purement quantitatifs, sont pris en considération.

jet, il ne faut pas partir de l'idéologie "révisionniste" qui inspirerait Gorbatchev. Il ne faut pas non plus avancer l'hypothèse absurde que Gorbatchev chercherait à réintroduire le capitalisme en URSS. Comme sous Staline, Khrouchtchev et Brejnev, la bureaucratie opère essentiellement de manière pragmatique, pour essayer de résoudre des problèmes immédiats en fonction de ses propres intérêts matériels et sociaux. La doctrine et l'idéologie sont adaptées aux besoins de la *Realpolitik*, celle-ci ne découle point de "révisions" de la "doctrine".

La motivation fondamentale de Gorbatchev, partagée par la plupart des autres "tendances" ou "sensibilités" au sommet de tous les secteurs de la bureaucratie soviétique, c'est qu'il est urgent de surmonter la stagnation et le dysfonctionnement de l'économie soviétique. Il est urgent de réduire de manière radicale le gaspillage insensé des ressources matérielles et humaines.

### Un double but

Gorbatchev, son principal conseiller économique Aganbegyan, ses principaux idéologues, ne cessent de le répéter : si la *perestroïka*, comprise de cette façon, ne se réalise pas radicalement et rapidement, l'URSS deviendra sous peu une puissance de deuxième ordre, avec un retard technologique et militaire sur l'impérialisme qu'elle ne pourra plus rattraper.

Dès lors, la politique de "détente" poursuivie par Gorbatchev vise un double but, conforme à cette motivation.

Il s'agit d'abord de réduire le coût devenu insupportable pour l'URSS de la course aux armements (4). Une parité de dépenses militaires entre l'URSS et les Etats-Unis, implique une charge militaire double pour l'URSS. Comme son revenu national n'est que la moitié de celui des Etats-Unis, des dépenses militaires équivalentes à celles des Etats-Unis représenteraient 14-15% du revenu national contre 7,5% aux Etats-Unis. Il s'agit surtout d'éviter les charges financières d'une extension de la militarisation de l'espace (projets reaganiens de la "guerre des étoiles").

Cela ne signifie pas "désarmer" l'URSS face à l'impérialisme, ni démanteler les forces armées soviétiques. Il s'agit plutôt de les moderniser à moindre frais, en marginalisant progressivement les dépenses nucléaires, et en maintenant (ou plutôt, en reconquérant, car l'URSS semble déjà sérieusement en retard dans ce domaine), la parité technologique avec l'impérialisme dans le domaine des armes conventionnelles.

Il s'agit ensuite de démanteler le blo-



cus commercial et technologique que l'impérialisme américain avait imposé autour de l'URSS après l'intervention en Afghanistan, sinon depuis le début de la "guerre froide", et d'obtenir d'importants crédits des pays impérialistes pour la modernisation de l'URSS. Staline avait en vain recherché de tels crédits à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Que Washington les lui ait refusés au moment où l'économie soviétique était exsangue, a sans doute été l'une des causes principales de l'"assimilation structurelle" de l'Europe de l'Est par la bureaucratie soviétique et de la division de l'Europe en "deux camps", que Staline n'avait guère décidées depuis la victoire de Stalingrad, comme les apologistes de la guerre froide le prétendent à tort.

Il s'agit de crédits d'une ampleur considérable, qui sont nécessaires pour rattraper le retard technologique de l'URSS. Staline espérait 5 milliards de dollars de Roosevelt-Truman. Gorbatchev cherchera à obtenir dix fois plus des successeurs de Reagan, fût-ce échelonné sur plusieurs années (le dollar 1989 vaut évidemment beaucoup moins que le dollar 1944-45).

Rappelons pour mémoire que la RFA vient d'accorder un crédit de 2 milliards de dollars à l'URSS. L'objectif mentionné plus haut ne semble pas entièrement fantaisiste.

### La solution des conflits régionaux

La recherche d'un accord global avec l'impérialisme passe forcément par une collaboration étroite entre Washington et Moscou pour déterminer ce qu'on appelle communément les "conflits régionaux", qui concernent aujourd'hui surtout l'Amérique centrale, l'Afrique australe (Namibie, Angola, Afrique du Sud), l'Afrique du nord-ouest (Ethiopie/Erythrée), le Moyen-Orient (territoires occupés par Israël, Li-

ban, guerre Irak-Iran et ses répercussions dans la région du Golfe persique), l'Afghanistan et le Kampuchéa.

Le concept de "conflits régionaux" est ambigu pour ne pas dire mystificateur. Il met pêle-mêle dans le même sac des phénomènes aussi distincts que d'authentiques révolutions populaires à dynamique de révolution permanente (Amérique centrale) ; des mouvements de masse autonomes et impétueux contre l'oppression nationale et sociale (Afrique du Sud, Palestine) ; des guerres civiles entre des gouvernements nationalistes petits-bourgeois et des forces réactionnaires pro-impérialistes (Angola, Mozambique) ; des résistances contre l'oppression nationale dirigées par des forces progressistes petites-bourgeoises (Erythrée) ou politiquement rétrogrades (Afghanistan) ; des guerres entre Etats bourgeois (Iran-Irak), etc. Cette différenciation n'est d'ailleurs pas exhaustive.

Aussi ne peut-on pas formuler un jugement global et péremptoire sur le dégagement progressif du Kremlin de tous ces "conflits régionaux" ni l'approuver ou le désapprouver en bloc, sans aucune différenciation.

### Eviter l'enlèvement

Nous sommes partisans du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et du retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa, pour des raisons que nous avons expliquées depuis longtemps (5). Nous ne contestons pas les conséquences négatives de ce retrait du point de vue de classe du prolétariat, mais nous sommes convaincus qu'une prolongation de la présence de ces troupes aura des effets encore plus négatifs que le retrait lui-même.

Gorbatchev s'est résolu à cette solution en Afghanistan, non seulement pour réduire les coûts d'une opération d'enlèvement militaire sans espoir de succès, non seulement pour faciliter ses négociations avec Washington et Pékin, mais aussi et sans doute surtout, parce que la guerre d'Afghanistan était devenue de plus en plus impopulaire en URSS. Un sondage récent effectué dans ce pays a révélé que 57% de la population était partisan du retrait des troupes.

Il en va de même de l'occupation du Kampuchéa par les troupes vietnamiennes qui représente une charge économique et politique insupportable pour une société au bord de la famine et un gouvernement en butte à une crise d'autorité croissante

4) J. Primakov le reconnaît ouvertement dans la *Pravda* du 8 janvier 1988.

5) Voir notamment la déclaration du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale sur l'Afghanistan, dans *Inprecor* numéro 263 du 11 avril 1988.

après des masses. Il paraît certain que Moscou exerce une pression de moins en moins discrète dans ce sens sur Hanoï (6).

Le changement d'attitude de Moscou à l'égard de la guerre civile qui déchire l'Afrique du nord-est a une portée analogue, même si elle ne concerne pas un conflit identique à ceux d'Afghanistan et du Kampuchéa. Le comportement du régime de Mengistu à l'égard des nationalités opprimées, en premier lieu les Erythréens, est indéfendable de tous les points de vue, qu'il s'agisse des principes léninistes ou du point de vue humanitaire. Avancer l'idée que la sauvegarde de "l'unité nationale" éthiopienne doit prendre la priorité sur la lutte contre la famine, courir froidement le risque de faire mourir des millions de personnes, plutôt que de laisser "ravitailler des rebelles", c'est se comporter en despote sanguinaire, non en révolutionnaire prolétarien ou anti-impérialiste. Qu'on compare cette attitude avec celle de Lénine en pleine guerre civile en Russie à l'égard de la "mission Nansen" de lutte contre la famine, et on verra toute la distance qui sépare un vrai communiste d'un nationaliste borné comme Mengistu.

Dans ce cas encore, le "désengagement" du Kremlin semble nécessaire et justifié, y compris du point de vue de l'internationalisme prolétarien, si ce n'est de celui de réduire tout simplement les dépenses militaires improductives de l'URSS.

### Une guerre insensée

Le cas de la guerre Iran-Irak et du conflit du Golfe est déjà plus compliqué. L'arrêt immédiat et inconditionnel de cette guerre fratricide insensée est manifestement de l'intérêt des masses irakiennes autant que de celui des masses iraniennes, de la révolution arabe autant que de la révolution iranienne. Si l'URSS jette son poids dans la balance dans ce sens-là, notamment en arrêtant toutes les fournitures d'armes aux deux belligérants, et en exerçant une pression sur les pays d'Europe orientale pour qu'ils en fassent autant, nous ne pourrions qu'approuver pareil "tournant" (pour le moment, l'URSS reste directement ou indirectement la principale source d'armement de l'Irak). Mais un blocus unilatéral de l'Irak, décidé en commun accord avec Washington, fût-ce sous l'égide de l'ONU, serait une opération jugée par les masses iraniennes, pourtant de plus en plus fatiguées par la guerre, comme une aide directe de l'URSS à une agression impérialiste contre la révolution iranienne.

Elle discréditerait encore davantage la gauche iranienne non-islamique. Elle renforcerait l'emprise de l'intégrisme khomeiniste sur les masses. Les réactions des masses populaires au Pakistan iraient dans le même sens. C'est ce qui fait hésiter le Kremlin.

Le cas des territoires occupés par Israël est encore plus net. Depuis belle lurette, le dessein du Kremlin est d'amener l'Etat sioniste à faire quelques concessions mineures à la Syrie et à l'OLP, en échange d'une reconnaissance définitive de l'Etat sioniste par l'ensemble du monde arabe, y compris l'OLP (7). En avançant l'idée d'une conférence internationale avec participation soviétique pour atteindre ce but - pour le moment d'ailleurs irréalisable, vu la résistance de l'establishment sioniste à faire la moindre concession dans ce sens - le Kremlin espère un regain d'influence politique dans la région, rien de plus.

### Attendre et voir

Mais l'insurrection des masses palestiniennes soumet cette orientation de collaboration ouverte avec l'impérialisme au Proche Orient à rude épreuve. Gorbatchev, plus pragmatique encore que Khrouchtchev ou Brejnev, hésitera donc avant de s'engager à fond dans ce sens. Il attendra la suite des événements.

Par contre, la "solution pacifique" des conflits en Afrique australe et en Amérique centrale a des connotations contre-révolutionnaires incontestables très nettes. La révolution nicaraguayenne est prise à la gorge par l'agression militaire et le blocus économique impitoyable de la part de l'impérialisme. Les révolutions salvadorienne et guatémaltèque sont en butte aux massacres massifs de la part des relais locaux de l'impérialisme.

Le devoir d'aide internationaliste à l'égard de ces révolutions en cours est manifeste. L'argument que cela coûte trop cher à l'URSS est hypocrite et malhonnête, si on compare le montant de l'aide au Nicaragua, à l'aide accordée à des gouvernements bourgeois du "Tiers-monde".

La pression croissante qui s'exerce aujourd'hui sur les sandinistes - et qui s'exercera demain sur Cuba - pour qu'ils cherchent un accommodement avec Washington exprime donc un choix politique précis. Elle signifie que Gorbatchev accorde la priorité à un accord global de "détente", plutôt qu'à d'éventuels avantages stratégiques que la bureaucratie pour-

rait obtenir de l'alliance avec des révolutions déjà victorieuses ou capables de vaincre à échéance pas trop prolongée.

"Abandonnez tout projet d'extension de la révolution en Amérique latine : sinon il n'y aura pas de détente durable" : voilà le message sans équivoque qui part de Washington. Que Dukakis succède à Reagan, ce message ne changera guère. Gorbatchev multiplie les signaux qui répondent : "Je vous ai compris".

En Angola, le dessein originel d'un accord-compromis qui coulerait le retrait des troupes cubaines au retrait des troupes sud-africaines est sérieusement (re) mis en question du fait que Prétoria semble s'orienter vers une revendication supplémentaire : l'inclusion de ses féaux de l'organisation tribaliste contre-révolutionnaire UNITA dans le gouvernement de Luanda. L'attitude du Kremlin à ce sujet semble pour le moins hésitante.

"Dans une interview, le vice-ministre des Affaires étrangères soviétique, Anatoli Adamishin expliqua clairement au New York Times que Moscou était favorable à une 'solution politique' pour trancher le 'nœud Angolo-Namibien'. Si elle était invitée à participer directement à ces négociations, l'Union Soviétique 'considérerait la question de façon très attentive' affirma-t-il, ce qui à mon sens signifie que Moscou est très désireuse de réduire ses coûts. Là où il y a la volonté il y a le moyen" dit Adamishin qui ajouta ironiquement 'de telles considérations économiques sont votre problème'. (William Safire, New-York Times, 7 juin 1988).

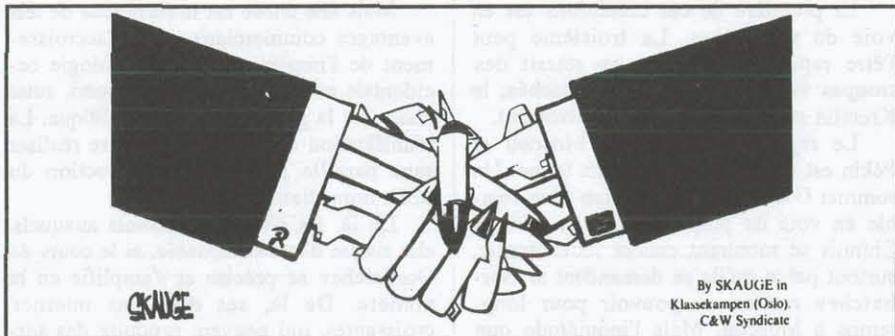
L'affaire de l'Afrique australe est la plus grave. Les révolutions nicaraguayenne et salvadorienne sont des forteresses assiégées. Mais au Nicaragua, la révolution, tout affaiblie et petite qu'elle soit face au géant impérialiste, est armée et détient le pouvoir. Ce sont des atouts non négligeables. Au Salvador, face à un ennemi sanguinaire et sans merci, les révolutionnaires détiennent sinon le pouvoir, du moins des armes pour ne pas se faire descendre groupe par groupe comme des lapins, de la manière que pratiquaient les coreligionnaires fascistes de l'ARENA en Europe.

### Les pressions du Kremlin

Les masses noires opprimées d'Afrique du Sud ne disposent pas de ces atouts. Elles n'ont pas d'armes. Elles n'ont aucune parcelle de pouvoir politique. Mais l'auto-organisation syndicale impressionnante qui a abouti au succès de la grève générale des 6-8 juin 1988, a un potentiel de lutte plein de promesses. Une pression du Kremlin pour arriver à un accord avec l'aile "libérale" de la bourgeoisie sud-africaine, relais de l'impérialisme dans le pays, et qui aurait pour but de faire accepter par le mouvement de libération natio-

6) Voir le Monde Diplomatique de juin 1988.

7) "En contre-partie, mais en coulisses, Moscou, qui ne désespère pas de rétablir ses relations avec l'Etat juif, demandera à l'OLP 'la reconnaissance d'Israël et la prise en compte des besoins de sa sécurité'. Cela avait été dit de vive voix à Moscou, début avril, par M. Gorbatchev à M. Arafat" (Les Echos, 8 juin 1988).



Monsieur, je ne crois pas qu'il pense à cela en parlant d'explorer Mars ensemble



nale le maintien de la surexploitation capitaliste par auto-limitation des luttes ouvrières, en échange de concessions politiques, serait un véritable coup de poignard dans le dos d'un mouvement ouvrier jeune, ardent, enthousiaste, si les directions politiques et syndicales en place acceptaient cette ligne de capitulation.

Mais dans les deux cas, l'Amérique centrale et l'Afrique australe, Washington et Moscou ne sont pas seuls maîtres du jeu. Ils ne peuvent imposer la "normalisation" contre-révolutionnaire qui maintiendrait l'hégémonie de l'impérialisme sur ces deux régions, que par l'intermédiaire de relais régionaux. L'autonomie des classes possédantes locales en Amérique centrale par rapport à Washington est fort marginale. L'autonomie relative des partisans de l'apartheid, tout en étant bien plus grande, n'est pas illimitée.

Mais l'efficacité de tout tournant capitulaire de Gorbatchev dans ces régions-là est beaucoup plus sujette à caution, du fait de l'autonomie réelle des révolutionnaires nicaraguayens et salvadoriens, pour ne pas dire des organisations de masse sud-africaines, par rapport au Kremlin. La situation des premiers est très grave, mais pas désespérée. La situation des seconds est bien plus forte. L'issue de "l'accord global" dépendra donc en dernière instance de la capacité de ces organisations de maintenir et d'accroître cette autonomie par rapport à toutes les forces sociales (y compris la social-démocratie internationale) qui leur conseillent des compromis de capitulation et qui exercent des pressions dans ce sens.

Les difficultés que rencontre Washington pour obtenir le "règlement régional" qu'il désire en Amérique centrale sont assez adéquatement résumées dans un éditorial du *Washington Post* :

*"Peu de régions du monde sont plus agitées que l'Amérique centrale et dans aucune, la politique étrangère des Etats-Unis ne subit de plus grands revers. C'est une région que l'administration Reagan a toujours considérée, à juste titre, comme cruciale. Elle espérait que là, la révolution marxiste serait domptée, des réformes mises en œuvre et que toute la région connaîtrait la sécurité au sein d'un ensemble*

*démocratique en expansion.*

*Mais la lutte a mal tourné. Les marxistes semblent se rapprocher d'une consolidation de leur pouvoir au Nicaragua. Guérillas et Escadrons de la mort minent le pouvoir central au Salvador. C'est l'armée qui maintient le pouvoir des gouvernements élus au Honduras et au Guatemala. Le démocratique Costa-Rica tremble. Au Panama, un seigneur de*

*la drogue nargue les efforts de Washington pour le renverser (...).*

*Qu'est ce qui a mal tourné ? Chaque pays est différent, mais on peut retrouver l'origine de l'aggravation commune de leurs difficultés dans les révolutions de gauche (...) du Guatemala, du Salvador et du Nicaragua (...) Inévitablement, ces révolutions ont attiré une première réponse qui est devenue à son tour une partie du problème (...).*

*Le résultat c'est qu'une administration nord-américaine, qu'elle soit conservatrice ou libérale, n'a d'autre politique de sécurité applicable que de renforcer ses remparts locaux en espérant que Mikhaïl Gorbatchev fera quelque chose pour l'en sortir." (Washington Post - International Herald Tribune, 21 Juin 1988).*

### L'avenir du "camp socialiste"

Pour améliorer les rapports de force à partir desquels il négocie avec l'impérialisme, Gorbatchev tient en réserve deux atouts qu'il peut abattre successivement.

Le premier, c'est une normalisation des rapports avec la Chine, voire le rétablissement d'une alliance de fait avec Pékin (une alliance militaire du type de celle des années 50 est peu probable). On sait que Deng Xiao-Ping avait posé trois conditions à cette normalisation : le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ; le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa ; le retrait des fusées soviétiques pointées de Sibérie sur les villes chinoises et celui des troupes soviétiques concentrées le long du fleuve Amour.

La première de ces conditions est en voie de réalisation. La troisième peut l'être rapidement. Quant au retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa, le Kremlin semble s'y engager activement.

Le rapprochement entre Moscou et Pékin est donc possible à court terme. Un sommet Gorbatchev Deng Xiao-Ping semble en voie de préparation, bien que les Chinois se montrent encore récalcitrants, surtout parce qu'ils se demandent si Gorbatchev restera au pouvoir pour longtemps à Moscou. Mais l'inquiétude que

leur inspire une re-militarisation progressive du Japon, les incite quand même à s'orienter dans le sens de ce rapprochement. Ils savent bien que l'impérialisme américain ne peut guère opter pour une protection de la Chine contre le Japon. L'URSS, elle, le peut.

Le deuxième atout, beaucoup plus radical que le premier quant aux changements qu'il pourrait provoquer à l'échelle internationale, c'est le feu vert donné à la République fédérale allemande pour une intégration économique qualitativement plus avancée avec la RDA. Moscou peut faire miroiter une telle perspective - ensemble avec celle d'un élargissement spectaculaire de l'*Ostgeschäft*, des exportations ouest-allemandes vers l'URSS - en échange de gros crédits allemands, surtout si les crédits américains se font attendre. Pareilles propositions ne tomberaient pas dans les oreilles de sourds, en cas de grave récession économique en Occident, et de menaces sérieuses durables pesant sur la prospérité de l'économie ouest-allemande et donc de la stabilité relative du pouvoir bourgeois en RFA.

### Faire cavalier seul ?

On a déjà constaté avec inquiétude à Washington que le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Genscher, avait adopté une position différente de celle de Reagan et de Thatcher, voire de Mitterrand, à l'égard des propositions soviétiques dans le domaine du désarmement conventionnel. La tentation de faire bande à part sera d'autant plus grande pour la bourgeoisie allemande, que Gorbatchev pourra même faire miroiter la perspective à plus long terme d'une réunification de l'Allemagne.

Mais pareil tournant spectaculaire de la politique étrangère de la bureaucratie a de toute évidence des implications extrêmement graves pour le SED au pouvoir en RDA. Celui-ci est intéressé, comme la bureaucratie de tous les autres pays d'Europe occidentale, à une ouverture plus large vers les économies d'Europe occidentale. La diplomatie hongroise célèbre comme un véritable triomphe le fait qu'elle vient de conclure un accord avec la CEE qui supprime pratiquement les droits douaniers pour les produits hongrois exportés vers le Marché Commun. La RDA avait obtenu de fait - pas de droit - un statut similaire, par le truchement de la réexportation par la RFA des marchandises qu'elle exporte vers ce pays.

Mais une chose est la recherche de tels avantages commerciaux et de l'accroissement de l'importation de technologie occidentale avancée qui lui correspond, autre chose est la perte du pouvoir politique. La réunification allemande ne peut se réaliser sans pareille perte pour la direction du SED, immédiatement ou à terme.

De là, les choix angoissants auxquels elle risque d'être confrontée, si le cours de Gorbatchev se précise et s'amplifie en la matière. De là, ses divisions internes croissantes, qui peuvent produire des sur-

prises. De là, aussi les pressions sur Gorbatchev, pour qu'il n'aille pas trop loin dans cette voie.

Car ce qui est en jeu, derrière les changements jusqu'ici "pointillistes" des rapports URSS/ "démocraties populaires", dans le contexte du changement des rapports Est/Ouest par la "coexistence pacifique avancée", c'est le maintien ou non de tout le système de domination du Kremlin sur l'Europe de l'Est, établi à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

## La souveraineté limitée

Ce système avait été en quelque sorte codifié par la doctrine brejnévienne de la "souveraineté limitée". En intervenant militairement en Hongrie et en Tchécoslovaquie (après l'avoir fait en RDA en 1953), les dirigeants soviétiques manifestèrent de manière brutale et cynique qu'ils étaient en définitive seuls maîtres à bord dans ces pays. La formule "théorique" du "devoir internationaliste de préserver le socialisme" n'était que de la poudre aux yeux pour naïfs et ignorants. Qui donc donne aux maîtres du Kremlin le monopole du savoir et de la vérité, qui leur permet de décider, indépendamment de la majorité du prolétariat et contre celui-ci, voire indépendamment du parti communiste du pays en question et de sa direction, que "le socialisme" serait menacé sans intervention militaire étrangère ?

Mais les cadavres sortent des placards les uns après les autres et hantent Gorbatchev et les siens. Lors de sa visite récente en Yougoslavie, il a été amené sans doute sous la pression des dirigeants de la Ligue communiste des Yougoslaves plus que sous le poids de sa propre mauvaise conscience, (il est un ancien associé d'Andropov, l'âme damnée de l'intervention militaire soviétique contre la révolution hongroise) - à signer un communiqué qui dit notamment :

"Les deux parties accordent une attention particulière au respect rigoureux des principes universels obligatoires de la Charte de l'ONU, de l'Acte final d'Helsinki, des autres documents de droit international fondamentaux, qui interdisent l'agression, la violation des frontières, la conquête des territoires d'autrui, toutes les formes de menace et d'utilisation de la force, l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, quel qu'en soit le prétexte" (Pravda, 19 mars 1988).

Comment ne pas voir dans ces dernières lignes une allusion à peine voilée à l'intervention militaire en Tchécoslovaquie et en Hongrie ? L'opposition hongroise ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Elle a immédiatement réclamé la ré-

habilitation d'Imre Nagy, de Pal Maletér, de Geza Loczonzy et des autres dirigeants communistes, arrêtés et tués par trahison, par les représentants du Kremlin. Et plus forte encore est la réaction en Tchécoslovaquie, où Alexandre Dubcek, le dirigeant du PC à l'époque du "Printemps de Prague" vient de réclamer la réhabilitation et la réintroduction de la démocratie interne dans un PC ouvert à nouveau aux 500 000 exclus de la "normalisation".

Mais tous ces mouvements en sens divers, toutes ces tendances centrifuges au sein du "camp socialiste", confrontent Gorbatchev avec des dilemmes insolubles. Il ne peut consolider, voire maintenir, sa position au sein de l'appareil s'il assiste passif à l'éclatement du "camp". Il ne peut intervenir *manu militari* sans porter un coup mortel à la crédibilité de la *glasnost*, tant à l'échelle internationale qu'en URSS même. Il ne peut se contenter de la présence à la tête des "démocraties populaires" d'équipes dirigeantes conservatrices qui s'allient, quasi-ouvertement, à ses propres adversaires au sein de l'appareil du PCUS (8). Il ne peut se faire d'illusion sur l'efficacité de "réformateurs" illégitimes du type Jaruzelski détestés par la classe ouvrière. Il sait pertinemment qu'ouvrir une brèche de démocratisation, même limitée, similaire à celle qu'il a ouverte en URSS, c'est libérer un torrent (9).

Et contrairement à ce qui se passe en URSS et en Chine, toute réforme en profondeur dans le sens de l'élargissement des mécanismes de marché s'effectue en Europe orientale dans un contexte sur les-

quel pèse une pression économique impérialiste directe.

Sous-jacente à la problématique des rapports globaux entre la bureaucratie soviétique et l'Europe de l'Est est la question de ses rapports avec la bourgeoisie impérialiste d'Europe occidentale dans son ensemble. Si, pour le moment, Gorbatchev donne la priorité à un accord global avec Washington, il n'ignore point les tensions croissantes au sein de l'Alliance atlantique, qui résultent, en dernière analyse, du déclin relatif de l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde capitaliste.

De ce fait, tout retard prolongé dans l'aide économique qu'il attend de Washington peut accroître la tentation du Kremlin de jouer la carte "Europe contre Amérique". Cela entraînerait une révision fondamentale de son attitude à l'égard de la CEE, dont il approuverait la consolidation institutionnelle, voire l'élargissement, notamment vers l'Autriche (pour le moment, cela n'est pas le cas).

## De lourdes conséquences

Les implications seraient lourdes de conséquences, encore une fois pour le SED (et son appendice le DKP), mais aussi pour toute une série de PC d'Europe occidentale qui étaient et restent engagés à fond dans un cours anti-CEE, ainsi que pour des ailes de la social-démocratie de gauche, habituées à une option analogue.

Plus généralement, il ne faut pas se dissimuler que la politique étrangère de Gorbatchev implique un alignement général sur la stratégie social-démocrate en

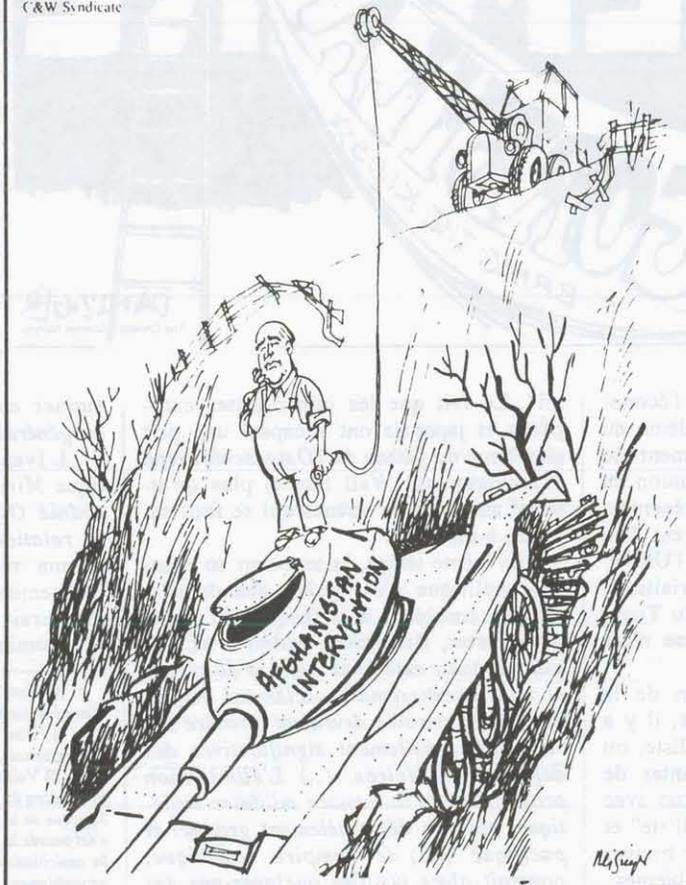
Europe occidentale, dont les conséquences négatives pour les luttes de classe en cours ne tarderont pas à se manifester. Cela élargirait du même fait l'espace politique des forces révolutionnaires engagées pour appuyer à fond ces luttes, et provoquerait de nouvelles différenciations au sein des organisations ouvrières traditionnelles.

Une des particularités spécifiques de la bureaucratie soviétique et de ses clones en Europe orientale. C'est qu'elle est obligée d'allier un pragmatisme extrême dans les choix politiques, à une "rationalisation" ultérieure de ces choix dans le domaine idéologique.

8) Ainsi, le *Neues Deutschland*, l'organe central du SED, s'était-il empressé de reproduire la fameuse lettre de Nina Andréeva, considérée par Gorbatchev et son équipe comme une véritable plate-forme anti-*perestroïka* et anti-*glasnost* (voir *Inprecor* numéro 268 du 20 juin 1988).

9) Il faut souligner que la bourgeoisie internationale est fort inquiète à ce sujet, et craint ses implications "destabilisatrices" pour toute l'Europe. "L'Ouest est également réticent à agir comme chef d'orchestre dans les réformes politiques en Europe de l'Est" (*The Guardian*, édition hebdomadaire du 29 mai 1988).

By REISINGER in Vjesnik (Zagreb, Yugoslavia)  
C&W Syndicate



Comme l'avait déjà expliqué Karl Marx, "les bureaucrates sont les Jésuites de l'Etat, les théologiens de l'Etat. La bureaucratie, c'est la république-prêtre" (10). Sans donc partager le moins du monde les illusions de l'idéalisme historique, c'est-à-dire sans croire que les origines ou les causes de la nouvelle politique étrangère de Gorbatchev se trouvent dans le domaine idéologique, on doit suivre avec une grande attention les transformations de la doctrine officielle. On y trouvera un reflet assez fidèle des initiatives en cours ou projetées. Cela facilite la tâche de les placer dans un cadre d'ensemble plus vaste. Et il n'y a pas le moindre doute que la doctrine officielle implique un changement fondamental dans ce domaine. J. Primakov se réfère à une "nouvelle philosophie de la politique étrangère" dans la *Pravda* du 8 janvier 1988.

## La mondialisation croissante

Le point de départ de la nouvelle conceptualisation de la politique internationale par les idéologues de Gorbatchev, c'est la notion d'une mondialisation croissante des contradictions et des crises les plus manifestes de notre époque, mondialisation qui mettrait tout le monde dans un même bateau sans distinction de classe. Cette notion était déjà présente dans le rapport de Gorbatchev au dernier congrès du PCUS. Elle fut développée davantage dans la dernière partie de son livre, *Perestroïka*. Elle est en train d'être poussée jusqu'à ses conclusions extrêmes, dans une série de prises de position de certains de ses idéologues, autour et au lendemain du sommet de Moscou.

Non seulement le problème du désarmement nucléaire, mais celui des menaces qui pèsent sur l'écosphère (la biosphère) du genre humain, le problème de l'exploitation rationnelle des ressources énergétiques et minières. La démilitarisation de l'économie internationale, voire le problème du dépassement du sous-développement du Tiers-monde et en tout cas la solution du problème de la faim sont présentés, comme des problèmes qui peuvent être résolus d'un commun accord par l'URSS, les principales puissances impérialistes, et les Etats les plus importants du Tiers-monde, dont la nature bourgeoise n'est plus contestée.

Sous-jacente à cette révision de la théorie marxiste de l'impérialisme, il y a l'idée que la bourgeoisie impérialiste, ou du moins des fractions importantes de celle-ci, auraient un intérêt commun avec la classe ouvrière, le "camp socialiste" et les peuples du Tiers-monde, pour trouver une solution "mondiale" à ces problèmes.

Laissons de côté le problème du caractère suicidaire (y compris pour la bourgeoisie impérialiste) d'une guerre nucléaire et des conclusions qu'on peut en tirer quant au comportement - rationnel, semi-rationnel, irrationnel, voire suicidaire - de fractions déterminées de la bourgeoisie (11). Abstraction faite de ce problème capital, mais plus complexe que ne le présentent les gorbatchéviens, le seul "noyau rationnel" de toute cette logomachie sur les "intérêts communs" au-delà des barrières de classe et des oppositions de classe, c'est l'intérêt commun pour l'élargissement du commerce Est-Ouest.

Mais là, il n'y a justement rien de nouveau. Déjà à l'époque de l'hystérie reaganienne de "l'empire du mal", la crise agricole aux Etats-Unis a obligé l'administration républicaine à amplifier les exportations de maïs, de soja vers l'URSS, bien loin de chercher à affamer "l'enne-

conclusions et des espoirs d'aujourd'hui." (*Los Angeles Times*, repris dans *International Herald Tribune* du 7 juin 1988).

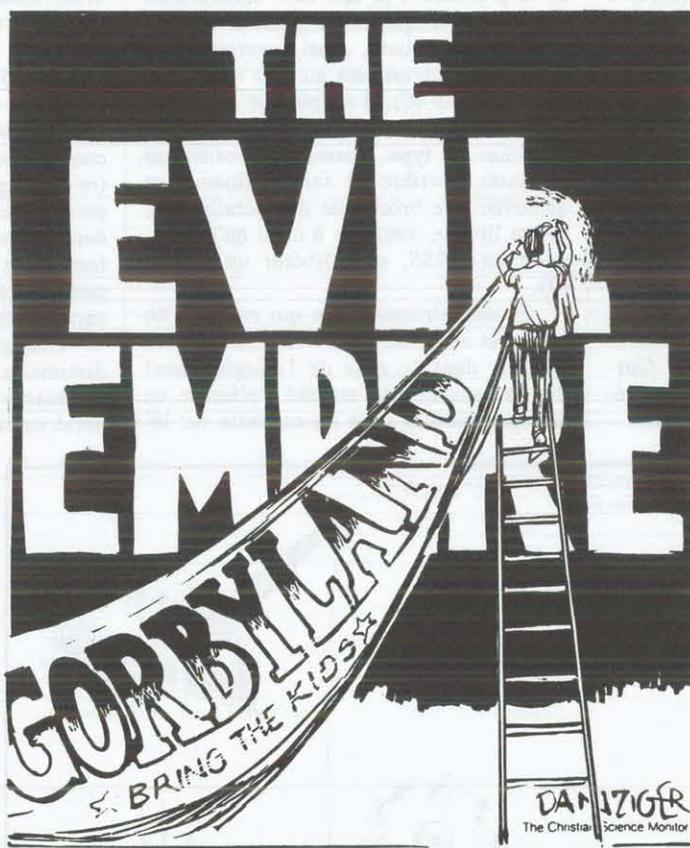
Le moins qu'on puisse dire, c'est que les "intérêts communs" ne se manifestent guère dans ce commentaire, ni dans la pensée qui l'inspire, ni dans la visée de classe qui le sous-tend.

Pour pouvoir justifier le concept audacieux de la "mondialisation" des intérêts et des projets politiques et autres, les idéologues gorbatchéviens sont amenés à formuler une série d'hypothèses encore plus audacieusement "révisionnistes".

Ainsi les idéologues gorbatchéviens se seraient-ils prononcés en faveur du maintien de la présence des troupes américaines en Europe, du moins s'il faut en croire un reportage de la journaliste américaine Flora Lewis : "A la conférence (annuelle) de l'Institut pour les études sur la sécurité Est-Ouest, situé à New-York, qui s'est tenue à Potsdam en RDA), le délégué soviétique parla avec fermeté de la nécessité de 'mesures spéciales' pour garder les Américains en Europe ; de l'importance 'd'ancrer' les Etats-Unis sur le vieux Continent, afin qu'ils restent responsables du maintien de la paix dans cette région (sic) (...) J'ai toujours supposé a dit un Allemand de l'Ouest influent, 'que Moscou croit que la meilleure chose était d'avoir des troupes soviétiques en Europe occidentale, mais que le meilleur après ça était de garder les Américains ici'. 'La seconde meilleure chose est aussi la meilleure,' répondit le Russe." (*New York Times/International Herald Tribune*, 13/6/1988).

Et Alexandre Bovin, éditorialiste des *Izvestia*, écrit : "La nouvelle équipe du Kremlin a modifié de manière essentielle (sic) l'attitude soviétique par rapport aux affaires internationales (...) Nous avons cessé de considérer les événements mondiaux exclusivement à travers le prisme de la confrontation Est-Ouest. Nous avons amené à l'avant-plan les valeurs humaines en général, les intérêts humains en général." (*Die Zeit*, 3 juin 1988) (12).

I. Ivanov écrit dans la revue soviétique *Mirovaia Ekonomika i Mejdunarodnié Otnoshenia* (*Economie mondiale et relations internationales*, 1987, n°8), qu'une reconversion de la production d'armements vers la production civile augmenterait le taux de croissance de l'économie américaine et les profits de la



mi". Le fait que les impérialistes européens et japonais ont accaparé une part plus large du gâteau de l'*Ostgeschäft* rend Washington (et Wall Street) plus qu'attentif aux voix de sirènes qui se font entendre à Moscou.

En même temps, la tentation du chantage politique n'est guère abandonnée. l'ancien conseiller à la sécurité du président Carter, Brzezinski, estime : "Il s'en suit que toute extension majeure de crédits et tout investissement occidental majeur dans la perestroïka devraient attendre des réductions réellement significatives des dépenses militaires. (...) L'élimination progressive de la menace militaire soviétique, vers un démantèlement graduel et pacifique (sic) de l'empire soviétique, pourrait alors justifier quelques-uns des

10) Karl Marx, *Kritik des Hegelschen Staatsrecht*, in *Marx-Engels-Werke* (MEW), tome 1, p. 248.

11) Lire à ce propos notre article dans *Quatrième Internationale*, juillet 1987.

12) Voir aussi Boris Kourachvili dans *Les Nouvelles de Moscou* du 5 juin 1988 qui plaide le "remplacement de l'époque de la lutte irrémédiable, sous le signe de laquelle s'est passée la première moitié du XXe siècle, par celle de la conciliation sociale et de classes, par laquelle sera probablement marquée le XXIe siècle".

bourgeoisie. Il ne semble pas avoir entendu parler de la crise de surproduction (de la capacité excédentaire) dans l'industrie civile. Il ne semble pas non plus se poser la question de savoir pour quelles raisons mystérieuses le grand Capital américain aurait délibérément préféré avoir moins de profits plutôt que plus de profits. L'idée que les conseillers de Gorbatchev sont plus qualifiés que les monopolistes américains eux-mêmes pour maximiser les profits capitalistes aux Etats-Unis est un tantinet grotesque.

Sous-jacente à cette conception de la "coexistence pacifique avancée", il y a toute une vision "sécurisante" des contradictions internes au capitalisme, qui exclut l'éventualité de crises graves et de crises révolutionnaires. Elle transpose à l'échelle mondiale les prévisions de Bernstein à l'échelle allemande (et européenne) dans le fameux débat "révisionniste" des années 1898-1904 : "Bien que la crise générale du capitalisme qui s'approfondit soit devenue permanente, le conflit entre les forces de production et les rapports de production a pris un caractère chronique et ne menace pas de se transformer en explosion révolutionnaire dans un avenir prévisible.

Depuis le début de ce siècle, la formation socio-économique capitaliste a indubitablement largement dû sa stabilité (sic - deux guerres mondiales, la crise de 1929, le fascisme..., ndla) à l'aptitude du système à une transformation révolutionnaire des moyens de production." (Ivan Antonovitch : "Dialectics of an integral World", in : *International Affairs*, n°5 (mai) 1988. Antonovitch est vice-recteur de l'Académie des sciences sociales, sous responsabilité du CC du PCUS).

### La coexistence et la compétition pacifiques

Etant comme souvent plus catholique que le pape, certains théoriciens du SED, vont encore plus loin que leurs collègues soviétiques. Ils parlent maintenant soit de "monopoles pacifiques" (sic), soit de la possibilité de rendre ces monopoles "pacifiques". Ainsi Rolf Reissig, directeur de l'Institut pour le communisme scientifique, près du Comité central du SED, écrit-il qu'un "capitalisme est possible qui s'oriente sur la base de la coexistence et de la compétition pacifiques entre systèmes". Et encore : "Le complexe militaro-industriel, bien que conforme au capitalisme des monopoles, n'est pas dans toutes les circonstances nécessaire à ce système." (*TAM, Tages-Anzeiger-Magazin*, Zurich, n°10, 1988).

Dans la revue théorique officielle du SED, *Einheit*, n°2, (1988), le même Rolf Reissig écrit froidement que de larges (!) couches du capital monopoliste sont intéressées à développer la "révolution scientifique technique" en dehors du domaine militaire, et à éviter "le gaspillage d'énormes ressources pour l'armement" (13). Gageons qu'en RDA, où, vu la situation de "garde-frontière du camp", une génération

entière de cadres a été éduquée dans l'esprit de l'"agressivité revancharde du capitalisme monopoliste", ces idées provoqueront un tollé général et un désarroi politico-idéologique profond.

Complétons le tableau en indiquant qu'à la place de la "voie non capitaliste de développement" projetée pour les principaux pays du Tiers-monde par Khrouchtchev, les gorbatchéviens écrivent carrément, qu'à quelques petites exceptions près, (Angola, Mozambique, Sud-Yemen, Ethiopie ; le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala sont absents de la liste...) le développement du Tiers-monde est et restera capitaliste pour une longue période et que l'URSS et le mouvement de libération nationale doivent opérer dans ce cadre-là (G. Mirski : "Du choix de la voie des pays en développement", in : *Mirovaia Ekonomika i Medjounarodnié Otnotchénia*, n°5, 1987). A bon entendre, salut.

### Le jugement d'ensemble

Peut-on, sur la base de toutes ces données, conclure que la politique étrangère de Gorbatchev représente fondamentalement un "tournant à droite" par rapport à la politique étrangère soviétique antérieure ? Peut-on prolonger ce jugement en disant qu'en toute logique, la politique étrangère étant la prolongation de la politique intérieure, la *glasnot*, et la *perestroïka* sont à condamner en bloc, de même que la "coexistence pacifique avancée" ? Ce serait aller vite en besogne. Nous mettons en garde contre de telles simplifications abusives, similaires au "oui, oui", ou bien, "non, non" que Léon Trotsky condamnait déjà dans la partie finale de *La Révolution trahie*.

Comme la politique intérieure et économique de Gorbatchev, son cours dans le domaine international constitue un ensemble d'éléments contradictoires. Pour comprendre les raisons de ces contradictions, il suffit de rappeler que Gorbatchev opère à partir d'une double position de faiblesse. Il est soumis à la fois à la pression croissante de l'impérialisme et à la pression croissante des masses soviétiques (ou, si l'on préfère, de la crise sociale qui monte en URSS et qui est, du moins partiellement, amplifiée par un début d'activité et de prise de conscience politique autonomes du prolétariat).

Dès qu'on comprend cela, les éléments du puzzle qui apparaissent successivement, de manière disparate, deviennent compréhensibles. On peut y ajouter l'évolution non moins contradictoire dans le Tiers-monde où le mouvement de libération est globalement sur la défensive, mais conserve des capacités de riposte et surtout une autonomie encore remarquables.

Dans ces conditions, la condamnation en bloc de tout ce qui se passe en URSS comme "droitier" voire contre-révolutionnaire est indéfendable. Si Gorbatchev est "à droite", Brejnev, voire Staline étaient donc "à gauche" ? S'il faut trouver une cohérence de "trahison" dans tout ce que



fait Gorbatchev, la réhabilitation des accusés des procès de Moscou, pour ne pas dire la tolérance de fait des grèves, serait-ce donc "droitier" par rapport à la répression stalinienne et brejnévienne ?

Mais parallèlement, le "oui, oui", ou même le "oui mais" globalisant est inadmissible du point de vue des intérêts du prolétariat soviétique et international. On ne peut pas plus approuver les mesures économiques qui conduisent à la réapparition du chômage et à la baisse des salaires réels, qu'on ne peut approuver des compromis pourris sur le dos de la révolution centro-américaine et sud-africaine.

Le seul jugement valable est donc un jugement nuancé, circonstancié, cas par cas, problème par problème, tel que nous l'avons formulé tout au long de cet article. Tant pis pour les terribles simplificateurs. Ils seront démentis par les événements comme ils ont déjà été démentis hier, et comme ils le sont par tout ce qui se passe actuellement en URSS.

Le jugement ne doit pas rester académique et platonique. Il débouche sur une conclusion précise : la défense de la révolution centro-américaine ; l'amplification, l'internationalisation et la généralisation du mouvement de solidarité de masse contre l'apartheid (14) ; encourager, stimuler, renforcer l'autonomie et l'indépendance de classe, par rapport à tous les Etats et tous les gouvernements, du mouvement ouvrier partout dans le monde. Et en même temps, il faut saisir toutes les occasions pour un vaste débat et une vaste unité d'action avec toutes les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes que l'expérience Gorbatchev facilite pour les raisons les plus diverses. ■

21 juin 1988.

13) Le petit noyau rationnel de cette thèse, c'est que l'impérialisme américain, tenaillé par son déficit commercial énorme et persistant, et par le déficit non moins grave du budget public, a intérêt à maintenir la course aux armements dans certaines limites. Mais il n'a guère intérêt à réduire radicalement ses dépenses militaires, pour ne pas dire à les supprimer.

14) Les possibilités de ce mouvement ont été confirmées avec éclat par l'impressionnante manifestation anti-apartheid unitaire de 50 000 personnes à Amsterdam le 12 juin 1988.

# Scandales à Stockholm

**IL Y A QUELQUES TEMPS, Anna-Greta Leijon, ministre de la Justice et un des principaux membres de la direction du Parti social-démocrate (PSD), au pouvoir en Suède, a été obligée de démissionner. La raison en était la découverte que le PSD avait organisé une enquête parallèle, secrète, concernant l'assassinat de l'ancien Premier ministre, Olof Palme, en 1986.**

**Maria SUNDVALL**

**C**ETTE DECOUVERTE n'est pas un événement isolé, mais seulement le dernier en date d'une série de scandales et de révélations. Elle est donc devenue symbolique des pratiques légales de plus en plus fréquentes de corruption et de dégradation des institutions démocratiques suédoises.

## La corruption et les scandales fleurissent

Il est bien évident qu'il y a toujours eu des cas de corruption et des scandales légaux, mais au cours des deux années qui ont suivi la mort de Palme, sur qui on a tiré alors qu'il rentrait chez lui en sortant du cinéma, il semble qu'il se soit produit une véritable explosion de révélations de ce type. Cela a conduit à la démolition et à la perte de confiance dans les institutions légales de nombreux travailleurs suédois. Tout cela a contribué à modifier le climat politique du pays.

Parmi les scandales il y a des cas de corruption personnelle de fonctionnaires. Il y a aussi des cas de scandales financiers, ainsi la révélation que 450 millions de couronnes (environ 75 millions de dollars) ont été gaspillés par des employés municipaux de la mairie de Stockholm en achats d'actions et d'obligations. Le scandale concernant la firme d'armements Bofors a eu de grosses répercussions internationales. Il s'agit d'une très grande entreprise d'armement qui a été prise à faire de la contrebande d'armes en direction de pays auxquels la loi suédoise interdit formellement d'en vendre, mais cela probablement en toute connaissance de cause de la part du gouvernement.

D'autres facteurs contribuant à

l'affaiblissement des institutions démocratiques ont été par exemple l'introduction de nouvelles lois et de pratiques légales menaçant les droits démocratiques. Par exemple, neuf Kurdes sont détenus sous "mandat municipal" sans aucune possibilité d'obtenir un procès public. Ils ne sont accusés d'aucun crime, mais sont simplement détenus parce qu'ils sont des sympathisants de l'organisation communiste kurde, le PKK, qui est soupçonnée pour deux meurtres qui ont eu lieu en Suède. En totale contradiction avec la loi, aujourd'hui, un tiers des réfugiés arrivant en Suède pour y chercher asile sont reconduits à la frontière. Actuellement de nouvelles lois sont en préparation qui rendront encore plus difficile l'entrée dans le pays pour les réfugiés.

Mais l'exemple le plus important et le plus aveuglant du changement de situation concerne l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme, elle-même.

Tout d'abord la police a fait la chasse au PKK pendant un an, sans avoir l'ombre d'une preuve contre cette organisation. Cela a culminé par une vaste descente de police et l'arrestation de 50 Kurdes à Stockholm, action qui fut condamnée par le Procureur comme une tentative de "construire en Suède, un stade à la chilienne" ! Après cela, la piste kurde fut officiellement abandonnée. Il devient de plus en plus évident que des preuves sérieuses désignent l'appareil d'Etat lui-même, et en particulier des secteurs de la police ayant des sympathies bien connues pour l'extrême-droite, mais qu'aucune enquête n'est faite à ce propos.

## Un comportement étrange

Les déclarations faites par un certain nombre de personnes qui ont remarqué le comportement étrange de policiers à proximité, ou sur les lieux même du meurtre ont été considérés comme nuls ou "oubliés". Et ceux qui ont insisté pour que la vérité soit recherchée ont été traduits en jugement, tel ce producteur de télévision qui a écrit un livre sur ce qu'il avait vu. *Internationalen*, journal du Parti socialiste (SP), section suédoise de la IVe Internationale, a également été poursuivi pour "calomnie", simplement parce qu'il faisait état de tous les questions sans réponses et des détails douteux dans l'enquête policière.

Etant donné tous ces éléments, il au-

rait été très légitime de la part des sociaux-démocrates de se pencher sur l'enquête de police, de dénoncer le fait que les extrémistes de la police et de la police de la sécurité aient la possibilité de mener eux-mêmes les recherches. Il aurait même été raisonnable de la part du parti social-démocrate d'entreprendre sa propre investigation et d'arrêter le sabotage des partisans de l'extrême-droite.

## Une démolition générale

Mais ce n'est pas cela qui a été fait. Au contraire, il est évident que les sociaux-démocrates ont fait leur "enquête" précisément de façon à renforcer le thème favori de la police de la sécurité et des sections des forces de police régulières : la filière kurde. La théorie qui a conduit les recherches était que le PKK avait tué Palme, sur les ordres de l'Iran.

A part le fait que cela n'est guère crédible, il n'y absolument aucun preuve permettant d'étayer cette théorie. De plus, les sociaux-démocrates ont travaillé étroitement avec les sections de la police de la sécurité dans son enquête.

Ce nouveau scandale a éclaté à un moment de démolition générale, alors qu'il est clair que le résultat des négociations annuelles sur les conventions collectives sera finalement une perte en terme de salaires réels pour la plupart des travailleurs, et où les effets cumulés de plusieurs années de réductions budgétaires dans les services publics sont en train de conduire, pour cet été, à une crise aiguë dans la Santé et le secteur de l'enfance. Ces scandales se produisent également à un moment où le vide politique va s'élargissant, les sociaux-démocrates faisant de leur mieux pour atténuer les différences entre la gauche et la droite avant les prochaines élections nationales de septembre.

A un moment, également, où le Parti eurocommuniste, le VPK, après des années de compromissions et d'acceptation de la politique d'austérité social-démocrate court le risque réel de perdre tous ses sièges au Parlement.

En même temps, il n'existe pas d'alternative solide et crédible à gauche. Le Parti socialiste qui présente des candidats aux élections nationales, municipales et régionales, travaille à construire une telle alternative.

Sur cette voie, la lutte contre les attaques contre les droits démocratiques et contre la corruption croissante est essentielle. Le Parti socialiste a soulevé un certain nombre de revendications immédiates à la suite du scandale Leijon. Il faut rendre public tout le matériel concernant l'enquête sur le meurtre de Palme, arrêter les poursuites contre ceux qui ont mis en cause la police, et libérer immédiatement les 9 Kurdes sous mandat municipal, afin qu'ils aient un procès juste et ouvert. ■

20 juin 1988

## AFGHANISTAN

# L'accord sur le retrait

LES TROUPES SOVIÉTIQUES ont entamé, le 15 mai dernier, leur retrait d'Afghanistan. La moitié des 100 300 soldats de Moscou présents sur le sol afghan, selon le chiffre divulgué récemment par l'état-major soviétique, devra être retirée au 15 août 1988. L'évacuation totale des troupes devra être achevée dans un délai de neuf mois, c'est-à-dire avant le 15 février 1989.

Salah JABER

**T**ELS SONT LES TERMES de l'accord signé à Genève, le 14 avril dernier, par les gouvernements de l'Afghanistan, du Pakistan, de l'URSS et des Etats-Unis. Les négociations indirectes, sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) entre les représentants de Kaboul et d'Islamabad avaient débuté en 1982. Elles s'étaient depuis longtemps concentrées sur la question du calendrier de retrait des troupes soviétiques : la première proposition soviéto-afghane était d'étaler le retrait sur quatre ans, alors que la partie pakistano-américaine exigeait que le délai se limite à trois mois !

L'écart entre les deux propositions allait cependant se réduire rapidement à partir de 1986. Et soudain, le 8 février dernier, Mikhaïl Gorbatchev annonçait que l'URSS et la République d'Afghanistan avaient convenu de réduire le délai à dix mois et de fixer la date du début du retrait au 15 mai, en prévoyant que la signature des accords aurait lieu à Genève, le 15 mars. Celle-ci s'est finalement faite avec un mois de retard, en raison de nouvelles divergences surgies entre les protagonistes. Ce n'est pas l'ultime réduction d'un mois du délai proposé par Mikhaïl Gorbatchev qui était en cause cette fois-ci, mais les nouvelles exigences formulées par Washington et Islamabad, qui prenaient ainsi l'apparence d'une volonté de blocage.

Le Pakistan posait comme condition nouvelle à la signature des accords une entente préalable sur un gouvernement intérimaire devant succéder au gouvernement en place à Kaboul. L'administration Reagan, pour sa part, révisait sous la pression du Congrès américain, le sens qu'il

fallait accorder à la réciprocité du désengagement des deux grandes puissances. En échange d'une interruption de l'aide militaire américaine aux forces rebelles afghanes, Washington n'exigeait plus seulement le retrait des troupes de Moscou, mais aussi l'interruption de l'aide militaire soviétique au gouvernement de Kaboul.

A l'exigence pakistanaise, Gorbatchev avait déjà répondu péremptoirement dans sa déclaration du 8 février : "C'est un problème afghan purement intérieur. Seuls les Afghans sont à même de le régler (...). Lorsqu'on nous suggère que l'Union soviétique doit prendre part à des négociations appropriées et, qui plus est, avec des Etats tiers, nous répondons de façon claire et nette : épargnez-nous cela, ce n'est pas notre problème, ni le vôtre".

Puis, face à la nouvelle position de Washington, Moscou menaçait, à partir du 17 mars, de s'entendre sur le retrait de ses troupes avec le seul gouvernement de Kaboul, ce qui constituait une menace à peine voilée à l'adresse du Pakistan, dans la mesure où les accords de Genève impliquent également que Kaboul et Moscou cessent de soutenir les activités subversives sur son territoire. Finalement, un accord tacite était conclu entre Américains et Soviétiques sur une "symétrie positive" de l'aide de chacune des deux grandes puissances à ses protégés. En d'autres termes, Washington s'engageait à doser son aide aux "moudjahidin" en fonction de l'importance de celle de Moscou au gouvernement de Kaboul. Le Pakistan continuerait à servir de zone de transit de l'aide étrangère à la rébellion afghane, mais celle-ci devait déplacer son équipement militaire et l'entraînement de ses troupes vers l'intérieur du territoire afghan. Les accords de Genève pouvaient enfin être signés, bien que vidés tacitement d'une bonne partie de leur substance.

### La détermination de Moscou

La détermination manifestée par Moscou quant à la mise en route du processus de retrait de ses troupes d'Afghanistan, confirme l'appréciation que nous formulions un an auparavant (1) en affirmant que Gorbatchev était "réellement soucieux de se dégager" du borbier afghan et que, dans ce but, si l'attitude américaine empêchait la conclusion d'un accord, "il n'est pas exclu que Moscou cherche à aller jusqu'au bout de sa stratégie de désengagement, sans accord".

Cet avis était loin d'être unanime au

moment où il était exprimé : de nombreux commentateurs ne voyaient dans l'attitude de Gorbatchev qu'une "manœuvre politique" et soulignaient lourdement l'intérêt militaire que, selon eux, le "banc d'essai" afghan représenterait pour l'armée soviétique (2). Pour les tenants de "l'expansionnisme russe", la récente décision de Gorbatchev apparaît comme proprement "extraordinaire". Par contre, comme le constatait récemment un expert de la CIA, "seuls ceux qui auraient pu soutenir en

1979 que l'Union soviétique n'avait jamais vraiment désiré y aller au départ, qu'un tel acte était atypique du comportement soviétique, peuvent maintenant dire qu'ils sont moins que profondément impressionnés par les implications du retrait" (3).

Les déçus de l'expansionnisme se rattrapent aujourd'hui en présentant la décision soviétique comme le produit d'une défaite militaire de l'URSS. Or, si "défaite" il y a, elle était évidente depuis longtemps. Cela fait plusieurs années qu'il était possible d'affirmer, comme nous le soulignons il y a un an, que "le bilan de l'intervention des troupes soviétiques est celui d'une faillite lamentable". Il reste toutefois que la stratégie mise en œuvre par Gorbatchev en Afghanistan même, depuis 1985, a incontestablement porté des fruits, même si, il s'en faut de beaucoup, elle n'a pas modifié décisivement le rapport des forces. Par ailleurs, peut-on sérieuse-

ment croire que l'URSS n'avait pas les moyens d'envoyer plus de 100 000 soldats pour contrôler un territoire de 650 000 km<sup>2</sup>, se situant à ses frontières, alors qu'Israël en avait envoyé autant, en 1982, pour occuper 6 000 km<sup>2</sup> de territoire libanais, et que cinq fois plus de soldats américains s'étaient déployés, avant 1973, sur les 170 000 km<sup>2</sup> du Vietnam du Sud ? Et ce, alors que jamais l'intervention soviétique en Afghanistan n'a suscité de contestation intérieure et internationale comparable en proportion et en intensité à celles que connurent les Etats-Unis et Israël dans les deux cas précités.

En fait, c'est la vulnérabilité économique, et non pas militaire, de l'URSS qui explique le cours suivi par Mikhaïl Gor-



Femmes en tchadri au cimetière des Martyrs.

1) Inprecor numéro 239 du 30 mars 1987.

2) On trouvera un échantillon de tels avis formulés par des "spécialistes" comme Hélène Carrère d'Encausse, dans le dossier publié par *Défis Afghans* numéro 13, de mars-avril 1987, sous le titre de "Que veut Gorbatchev ?"

3) Graham Fuller, dans *The Washington Post*; article reproduit dans *International Herald Tribune* du 8 mars 1988.

batchev. Contrairement à l'impérialisme américain pour qui le Vietnam représentait un enjeu majeur de sa politique de domination du marché mondial et une aubaine pour les intérêts de son "complexe industriel-militaire", l'enjeu afghan était essentiellement "défensif" et politique pour une bureaucratie soviétique effarouchée par l'expansion de l'intégrisme islamique à ses frontières, depuis la victoire de Khomeiny en Iran, en février 1979. L'objectif visé n'était pas la "mongolisation" de l'Afghanistan et autre "assimilation", mais bien d'empêcher l'avènement d'un pouvoir intégriste à Kaboul, jugé inéluctable en 1979. Les limites du déploiement soviétique en Afghanistan sont restées dictées par cet objectif. Même ainsi limitée, l'intervention n'en représentait pas moins, pour Moscou, une lourde ponction, aggravant le fardeau global des dépenses militaires, dans le cadre d'une économie chancelante et non-concurrentielle, où n'existe pas d'intérêt économique particulier des industries militaires. Par ailleurs, le règlement du conflit afghan apparaissait comme une des principales conditions de la détente avec les Etats-Unis, remise à l'ordre du jour par un Gorbatchev soucieux d'aménager les conditions extérieures de sa *perestroïka*. Considération subsidiaire, mais importante néanmoins : l'intervention soviétique, loin de prévenir la contagion islamique dans les républiques orientales de l'URSS, s'est avérée en être un vecteur dynamique.

Que la décision soviétique de se retirer d'Afghanistan soit un élément inséparable du contexte de la politique extérieure globale de Gorbatchev, est attesté par la présentation qui en est faite par les dirigeants du Kremlin eux-mêmes, ainsi que par leur protégé afghan. Depuis l'inauguration, en 1986, de la politique de "réconciliation nationale" en Afghanistan, le "Docteur Najibullah", devenu depuis président de sa république, ne perd pas une occasion de rappeler, à Ho-Chi-Minh-ville comme à La Havane, ou dans les publications internationales parrainées par Moscou, que cette politique "a suscité de l'intérêt chez beaucoup de gens à l'étranger, notamment au Kampuchéa et dans cinq pays centre-américains. L'idée de réconciliation a, en soi, un caractère universellement humain" (sic) (4). En janvier dernier, Chévardnadzé, le ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, affirmait à l'agence de presse afghane, que la même politique était "une réflexion des grandes tendances mondiales" et avait "un effet bénéfique sur le climat international", ajoutant en toute clarté que "testée en Afghanistan, elle est reprise de plus en plus fréquemment comme modèle de base pour le règlement de conflits dans d'autres régions" (5). Gorbatchev, enfin,

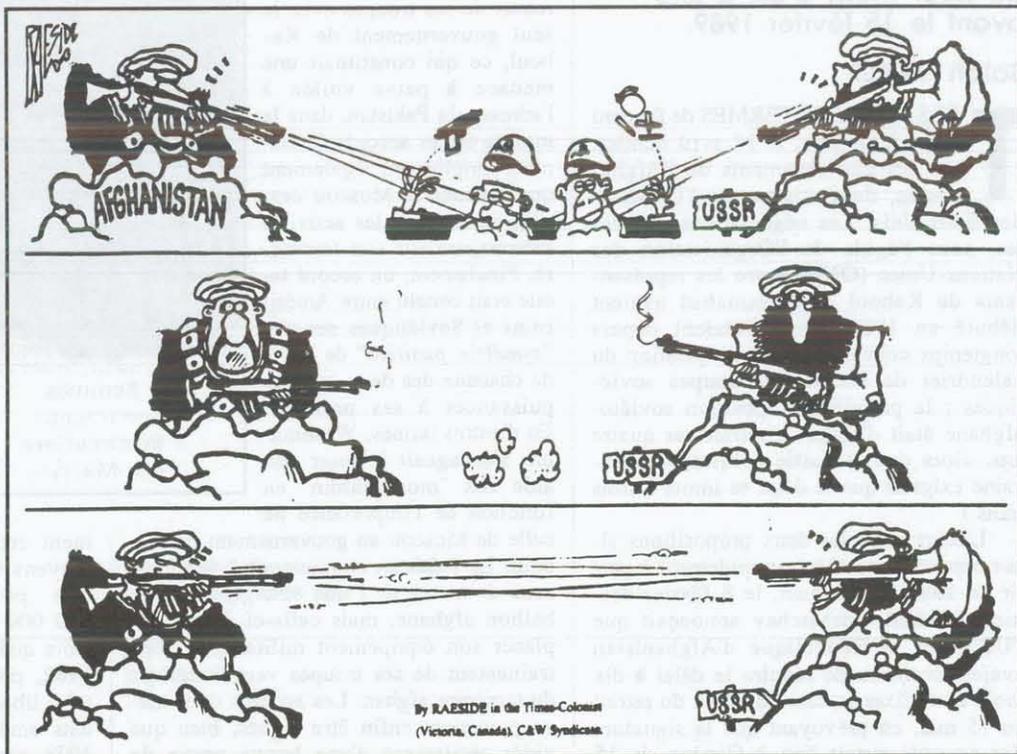
dans sa déclaration du 8 février, était encore plus explicite avec un large recours aux métaphores chirurgicales qu'il semble affectionner : "Si la course aux armements (...) est une course folle de l'humanité vers l'abîme, les conflits régionaux sont des plaies sanglantes capables d'engendrer des foyers de gangrène sur le corps de l'humanité. La terre est littéralement ulcérée par ces dangereux foyers, chacun d'entre eux cause non seulement la douleur des peuples qui y sont directement engagés, mais aussi celle de tous, que ce soit en Afghanistan, au Proche-Orient, que ce soit lié à la guerre Iran-Irak, que ce soit en Afrique du Sud, au Kampuchéa ou en Amérique centrale. (...) Mener à bien le règlement politique en Afghanistan constituera une percée dans la chaîne des conflits régionaux (...) et va permettre de poser la question : quel sera le prochain conflit à être surmonté ? Car il y en aura nécessairement". Voilà bien un langage de futur prix Nobel de la paix, que le pape lui-même aurait pu tenir. Feu Khrouchtchev se trouve battu à plate couture sur le terrain de la "coexistence pacifique".

qu'il ne paraît à première vue, même si elle est beaucoup plus spectaculaire.

Les grands traits de la politique afghane de Gorbatchev semblent calqués en tous points sur le précédent américain au Vietnam. L'afghanisation de la guerre soviétique succède à la vietnamisation de la guerre américaine, sur fond de retrait des troupes d'intervention dans un cas comme dans l'autre.

## La "réconciliation nationale"

La "réconciliation nationale" prônée par Gorbatchev et Najibullah fait écho au "Conseil national de réconciliation et de concorde nationales" prévu par les accords américano-vietnamiens de Paris, en 1973. Il n'est jusqu'au texte des accords qui ne comporte des similarités, et notamment la particularité de ne faire aucune mention directe d'une des parties du conflit, le Gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP) en 1973, l'Alliance islamique en 1988. "L'accord sur la fin de la guerre au Vietnam, à ma connaissance", écrivait Henry Kissinger dans les souvenirs de ses années à la Maison Blanche, "est le seul



La politique universelle de "réconciliation nationale" et de désengagement des forces étrangères prônée par Gorbatchev a déjà les conséquences pratiques que l'on sait, dans les régions mentionnées. Ce que l'on oublie généralement, par contre, c'est qu'elle s'inspire directement d'un précédent peu glorieux, celui du désengagement américain du Vietnam, et renoue avec la politique extérieure de la première décennie de l'ère brejnevienne, avant la débâcle américaine en Indochine et la décennie "interventionniste" qui lui a succédé du côté soviétique, celle-ci tendant à faire oublier celle qui l'a précédée. En ce sens, la politique extérieure de Gorbatchev est beaucoup moins originale

document de l'histoire diplomatique qui ne mentionne pas toutes les parties en cause". Il n'est plus le seul.

Une différence majeure entre les deux cas est, cependant, l'attitude des forces autochtones. A cet égard, les signes sont inversés. Alors que la stratégie américaine de désengagement du Vietnam se heurtait à l'attitude récalcitrante de Thieu à Saïgon, longuement décrite par Kissinger dans ses mémoires (6), face à des adversaires fai-

4) La Nouvelle Revue Internationale, numéro 353, janvier 1988.

5) Interview accordée à l'Agence Bakhtar, le 6 janvier 1988.

6) En bon raciste, il qualifie les méthodes de Thieu de "déstabilisation vietnamiennes" !

sant preuve d'une grande souplesse tactique, ce sont les "moudjahidin" afghans qui se raidissent, tandis que Najibullah marche à fond dans la stratégie gorbatchevienne, même s'il lui arrive parfois de demander à se faire convaincre.

Depuis son accession au pouvoir à Kaboul, avec la bénédiction du Kremlin, en mai 1986, Najibullah s'est fait le champion de la "réconciliation nationale". Des mesures spectaculaires ont été adoptées dans cette voie. Nous en avons décrit les principales jusqu'en mars 1987, dans un précédent article. Celles qui ont suivi sont allées plus loin dans le même sens.

## Mesures de démocratisation

Au cours des mois suivants, le régime promulga une nouvelle loi des investissements dans le secteur privé qui, par les exemptions fiscales et autres facilités qu'elle comporte, fait de l'Afghanistan un des pays offrant les meilleures conditions à l'entreprise privée... n'étaient-ce les incertitudes qui pèsent quant à son avenir politique ! Une nouvelle loi agraire porta le seuil maximal de la propriété terrienne de 6 à 20 hectares, sur les terres les plus fertiles. En même temps, Najibullah confirmait que "la superficie des terres de ceux qui ont joué un grand rôle dans la réalisation de la politique de réconciliation nationale" - les grands propriétaires terriens collaborationnistes, en d'autres termes - "ne sera pas limitée !" (7) Les règles islamiques de l'héritage étaient rétablies et même consacrées par la nouvelle constitution qui accorde un rôle juridique et législatif bien plus grand à l'Islam et aux traditions que la précédente. Cette nouvelle constitution a été adoptée, fin novembre 1987, par une réunion *ad hoc* de la *Loya Jirgah*, version propre au régime de l'assemblée traditionnelle de notables qui figurait parmi les institutions de la monarchie afghane. Il n'est jusqu'à la désignation officielle de l'Etat qui n'ait été changée dans un sens modérateur, l'épithète "démocratique" étant supprimé. Même l'emblème et le drapeau de l'Etat ont été islamisés ! Plus d'un millier de mollahs et d'ulémas (théologiens) ont été "élus" à divers postes dans les institutions du régime.

De vraies mesures de démocratisation politique ont été adoptées, parmi d'autres plus symboliques que réelles. En particulier, plusieurs milliers de prisonniers politiques ont été libérés. La volonté d'ouverture du régime n'est pas factice ; Najibullah l'a résumée par la formule "qui n'est pas contre nous, est avec nous", offrant une parcelle de pouvoir légal à laquelle voudrait bien coopérer avec son gouvernement. Le Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PDPA) ne détient plus le monopole des postes dirigeants. Les seuls postes civils qui restent de son ressort exclusif, selon Najibullah, sont la présidence de la république et les ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Finances (les postes clés, en somme). De

fait, plusieurs ministères ont été attribués à des non-membres du PDPA, ayant exercé des responsabilités sous les régimes qui ont précédé la prise du pouvoir par ce parti en avril 1978. La mesure la plus spectaculaire dans ce domaine a été la nomination au poste de premier ministre, fin mai dernier, de Hassan Sharq, qui avait été chef de cabinet du prince Daoud Shah de 1953 à 1963, puis vice-premier ministre du même prince Daoud, lorsqu'il s'empara du pouvoir en renversant le roi, son cousin, et proclama la république, en 1973, avant d'être renversé à son tour cinq ans après, par le PDPA. De 1980 à 1986, Sharq avait joui de l'exil doré que constitue souvent le poste d'ambassadeur. Il avait été rappelé au pays dans le cadre de la nouvelle politique de "réconciliation nationale".

Conformément aux conseils prodigués par Moscou, Najibullah a multiplié, depuis décembre 1986, ses appels à toutes les tendances de l'opposition à son régime et, en particulier, aux composantes monarchistes de l'Alliance islamique basée à Peshawar, pour leur proposer le partage du pouvoir dans le cadre d'une formule de coalition. Jusqu'ici, ces appels ont été bien peu entendus ; aucune figure ou tendance majeure de l'opposition, notamment l'opposition armée, n'a accepté la main tendue par le régime. Il n'y a pourtant aucun doute que certains ont été et restent tentés de le faire. Pourquoi ne le font-elles donc pas ?

## Une opposition hétérogène

Une première raison est l'incertitude quant à la capacité du régime de survivre au retrait des troupes soviétiques. Qui-conque accepterait l'offre de Kaboul risquerait, en cas d'effondrement du régime, de partager son sort. L'autre raison tient à la composition même de l'opposition, à son hétérogénéité. En effet, là où la résistance vietnamienne fortement homogène, voire quasi monolithique, pouvait se permettre de manœuvrer politiquement, l'Alliance islamique afghane est un conglomérat d'organisations rivales seulement rassemblées par le combat contre un ennemi commun, et dont les plus importantes, les organisations intégristes, sont très peu enclines à faire preuve de souplesse tactique, de par leur rigidité idéologique de nature fanatique. Il en résulte une atmosphère de surenchère permanente à Peshawar et une forte tension entre les composantes de l'Alliance islamique qui est constamment menacée d'éclatement.

Cette hétérogénéité de l'opposition au régime du PDPA est un considérant majeur de la stratégie afghane de Gorbatchev. En fait, Moscou et Kaboul misent sur la division de leurs ennemis afghans pour donner corps à leur politique de "réconciliation nationale". Ils savent que les organisations de Peshawar - en dehors de leur rôle de pourvoyeuses des centaines de millions de dollars d'aide en tous genres qu'elles reçoivent des Etats-Unis et des régimes musulmans réactionnaires - sont

très peu populaires ; même parmi les trois millions de réfugiés afghans au Pakistan, que ces mêmes organisations cherchent à dissuader par tous les moyens de rentrer au pays, comme les y invite le régime de Kaboul avec plus de chances d'être entendu depuis la signature des accords de Genève (8). Cette impopularité des dirigeants installés à Peshawar est attestée par des sources peu suspectes de sympathie pour Kaboul. Ainsi, un diplomate occidental en poste à Islamabad déclarait récemment au magazine américain *Newsweek* (9 mai 1988) que : "Les chefs sont impopulaires auprès des réfugiés. On grommelle dans les camps que les chefs s'enrichissent et passent la guerre confortablement à Peshawar, loin du front et des taudis des réfugiés".

Un sondage a été effectué récemment parmi les réfugiés afghans au Pakistan et cité dans la presse mondiale. Le chercheur américain, Sélig Harrison, spécialiste de l'Afghanistan, en résume ainsi les résultats dans un article publié par *Le Monde Diplomatique* (avril 1988) : "l'ensemble des dirigeants de l'exil ont été discrédités par des rumeurs persistantes de trafic de drogue et de détournement de l'aide américaine vers le marché noir. Sur 2 287 réfugiés interrogés dans 106 des 249 camps, 71,65% demandaient que l'ancien roi - qui symbolise une période de relative stabilité et de relations de bon voisinage avec l'URSS - préside le futur gouvernement ; à peine 1% souhaitaient que ce rôle soit accordé à un chef de la résistance".

Ce sondage confirme ce qu'affirmait, quelques mois avant son assassinat à Peshawar, un des intellectuels les plus éminents de l'opposition afghane, le professeur S.B. Majrouh : "les Soviétiques savent que les dirigeants de Peshawar ne représenteront jamais un véritable obstacle à cause de leur faiblesse politique, de telle sorte que le seul danger viendrait peut-être de la personnalité du roi. Leur intention était de réduire à néant cette possibilité en la présentant comme une solution venant du côté soviétique. Ils espéraient que cette manœuvre aurait l'effet d'accentuer les divisions de l'Alliance..." (9).

Quelle qu'ait été l'intention des Soviétiques, cet effet s'est bel et bien réalisé. La cordialité des rapports au sein de l'Alliance islamique a été dernièrement illustrée par cet épisode rapporté par les correspondants occidentaux en poste à Peshawar (10) : accusé au cours d'une réunion par Moujaddedi, chef de l'une des trois composantes traditionalistes (monarchistes) de l'Alliance, d'avoir fait assassiner le professeur Majrouh, Hekmatyar, chef du Hezb-i Islami, la plus puissante des organisations de l'Alliance et la

7) Comrade Najib's speech at the plenum of PDPA CC, Afghanistan Today Publishers, Kaboul, juin 1987.

8) Les correspondants de presse en poste à Peshawar ont noté une forte hausse du cours de la monnaie afghane sur le marché local, signe indubitable d'une préparation au retour.

9) *Défis Afghans* numéro 15, novembre 1987.

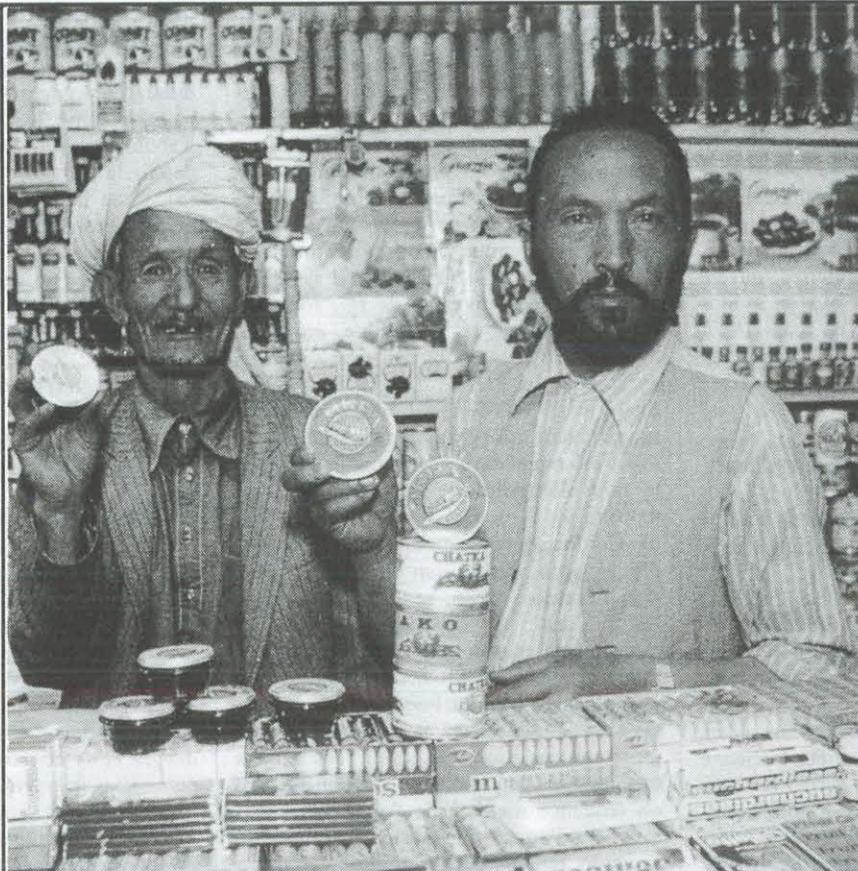
10) Entre autres, *Newsweek* du 18 avril et *Le Monde* du 19 avril 1988.

plus fanatique de ses quatre composantes intégristes, a dégainé son pistolet et manqué de peu d'abattre son accusateur.

Les désaccords se multiplient parmi les organisations de Peshawar, depuis la signature des accords de Genève : désaccord sur l'attitude à adopter vis-à-vis de ces accords (11), désaccord sur le comportement face aux troupes soviétiques pendant qu'elles se retirent, etc. Mais la divergence fondamentale entre les Sept de Peshawar, celle autour de laquelle toutes les autres s'articulent, est bien l'attitude à l'égard de l'ex-roi Zaher Shah, en exil à Rome. Quoi de plus naturel, quand on sait que les trois principales organisations de l'Alliance, toutes trois intégristes, ont

été fondées sous la monarchie, contre le même Zaher Shah accusé d'être un pantin de Moscou et un moderniste anti-islamique ? Cette même divergence fondamentale s'exprime dans des propositions contrastées quant au mode de désignation de la représentation politique de l'opposition. Ainsi, Hekmatyar, fort de sa prépondérance à Peshawar, du fait qu'il reçoit la plus grosse part de l'aide étrangère et dispose de l'organisation la mieux structurée, proposait que des élections générales (réservées aux hommes, certes) aient lieu parmi les réfugiés au Pakistan. Le chef d'un autre groupe intégriste, dissident du parti de Hekmatyar, n'apprécia pas la suggestion, selon B. Delpuech écrivant dans une publication consacrée au soutien aux "moudjahidin" (12) : *"Younos Khalès ayant émis l'opinion que des élections démocratiques seraient contraires aux principes de l'Islam, une querelle théologico-exégétique se développa afin de découvrir la voie préconisée par le Coran. Des assemblées de mollahs jurèrent même convoquées à Peshawar afin de dégager une solution acceptable pour tous"*.

Les royalistes, quant à eux, favorisent l'idée de réunir une Loya Jirgah, assemblée de notables, chefs tribaux et dignitaires religieux, renouant ainsi avec la tradition de l'ancien régime. Selon le même Delpuech, Moujaddedi proposa, dans un premier temps, *"de constituer un collège électoral dans lequel chacune des organisations de l'Alliance déléguerait 15 représentants (10 théologiens et 5 "laïques")"* en se référant au mode de désignation des deuxième et troisième califes de l'Islam.



caviar et crabe importés de Moscou : il n'y a jamais eu de pénurie durable.

Enfin, le Sept de Peshawar ont décidé de se contenter pour l'instant de désigner eux-mêmes les membres de leur gouvernement. Ils n'ont réussi à s'entendre jusqu'à présent que sur le nom du "président" de ce gouvernement, un certain Ahmed Shah, dont la vertu est probablement qu'il est assez falot pour être accepté par les Sept, et qui suscite ce commentaire désabusé d'un des dirigeants royalistes de l'Alliance : *"Quiconque n'est pas choisi par tous les Afghans ne sera pas soutenu par le peuple afghan"* (13).

### Les compromis socio-politiques

En choisissant donc, dès 1986, de faire des avances publiques à l'ex-roi en exil à Rome, Gorbatchev, relayé par Najibullah, a visé juste. Informés par leurs services, l'un comme l'autre savent que Zaher Shah (comme Sihanouk au Kampuchéa) est la personnalité qui jouit de la plus vaste popularité parmi les Afghans, et notamment parmi les tribus pachtounes qui constituent la grande majorité des réfugiés au Pakistan. S'agissait-il uniquement pour Moscou et Kaboul d'une manœuvre "machiavélique" ? Rien n'est moins sûr, notamment pour Moscou qui n'a rien à perdre et tout à gagner dans une éventuelle collaboration avec l'ex-roi. Comme nous le soulignons en mars 1987, *"le seuil minimal des rapports que Moscou peut admettre avec l'Afghanistan est de type finlandais. Tous les compromis socio-politiques sont envisageables par le Kremlin dans cette limite bien définie ; tous, y compris un retour éventuel de*

*l'ex-roi Zaher Shah de son exil à Rome, s'il acceptait de jouer le jeu"*.

Cette dernière condition signifie cependant que, pour l'instant, l'offre de Moscou au monarque se limite à une fonction honorifique - peut-être même une présidence de la république vidée de son contenu actuel - dans le cadre d'un régime où le pouvoir effectif resterait détenu par le PDPA. Dans la mesure où une lourde hypothèque pèse aujourd'hui sur ce pouvoir, Zaher Shah n'a pas intérêt à accepter l'offre qui lui est faite. Il préfère attendre, misant sur un effritement du régime de Kaboul, qui forcerait les Soviétiques à avoir recours à lui comme "sauveur suprême" et le placerait donc en position de force à leur égard. Il n'a certainement pas perdu l'espoir de rétablir son trône.

Tout va dépendre donc de ce qu'il adviendra du régime de Kaboul au cours des prochains mois. Tombera-t-il, ne tombera-t-il pas, telle est la question que tout le monde se pose aujourd'hui. Beaucoup de médias occidentaux se croient en mesure d'affirmer péremptoirement que Kaboul connaîtra inéluctablement, plus tôt que tard, le sort de Saïgon. C'est aussi, bien sûr, l'avis des forces de l'opposition. Ce à quoi Najibullah rétorque que ses détracteurs vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Une seule chose est certaine : c'est qu'une grande partie des régions rurales de l'Afghanistan, ainsi que quelques villes probablement, notamment les plus proches de la frontière pakistanaise, échapperont totalement au contrôle du PDPA, comme c'est déjà largement le cas. Même si ces régions se trouvent placées sous une autorité politique unique, cette autorité restera purement théorique. Le morcellement tribal du pays se verra combiné avec le morcellement quasi féodal en territoires de chefs militaires locaux, véritables seigneurs de guerre.

Il semble probable, par ailleurs, que les zones ouzbeks et tadjiks du nord du pays resteront sous la ferme emprise des hommes de Moscou. Qu'advient-il de

11) Il est significatif que le meeting convoqué à Peshawar par l'Alliance islamique pour dénoncer les accords de Genève n'ait réuni que 25 000 hommes (*Le Monde* du 19 avril 1988), alors que les trois millions de réfugiés afghans au Pakistan sont étroitement encadrés par les organisations de l'Alliance.

12) *Défis Afghans* numéro 16, décembre 1987 - janvier 1988.

13) *Le Monde*, du 22 avril 1988. (Ndlr : L'Alliance islamique a annoncé le 19 juin, la formation de son gouvernement).

reste du territoire contrôlé par Kaboul, qui prétend exercer son autorité dans les deux tiers des provinces du pays, où un million et demi de personnes se seraient rendues aux urnes, du 5 au 15 avril dernier, pour élire les 299 députés des deux Chambres afghanes ? En fait, l'essentiel dans tout ce dispositif est la capitale elle-même, le Grand Kaboul, qui regroupe aujourd'hui près de trois millions d'habitants, selon des estimations convergentes ; c'est-à-dire près du tiers de la population vivant à l'intérieur des frontières du pays !

Numériquement et techniquement, les forces armées du PDPA ont certainement les moyens de résister à l'assaut inéluctable des forces rebelles. Mais tout dépendra de leur cohésion interne, qui est loin d'être certaine. Alain Gresh, de retour de Kaboul, résume bien la situation dans *Le Monde Diplomatique* de juin 1988 :

*"Interrogé, un important cadre du comité central du PDPA répond sans hésitation : "Nous devons nous préparer au pire. Et d'abord renforcer nos forces armées dont le potentiel s'est considérablement accru ces dernières années. Nous avons près de 130 000 hommes dans les forces armées régulières - l'armée et la Tsarandoy (gendarmerie) - et 60% des 200 000 adhérents du parti sont sous les drapeaux ou dans les milices". Les salaires dans l'armée ont été augmentés de sept à vingt-cinq fois, et de nombreuses promotions visent à garantir la loyauté des soldats et des cadres, dont des dizaines de milliers ont été formés en URSS durant ces dix années. De l'attitude de ceux-ci dépend en grande partie l'avenir : les moudjahidin n'ont ni les armes lourdes ni l'unité de commandement qui leur permettraient de s'emparer de Kaboul. Seul un basculement de l'armée peut leur procurer une victoire décisive. Si, au contraire, les officiers et les soldats restent fidèles, le PDPA pourra se replier sur ses bastions urbains et résister aux assauts".*

Dans ce dernier cas de figure, une rupture de l'Alliance islamique, dont une fraction - les traditionalistes - choisirait de répondre favorablement aux offres de Ka-

boul, deviendrait possible et pourrait, dès lors, modifier substantiellement le rapport des forces dans l'ensemble du pays. Une autre fraction, les intégristes, poursuivrait inlassablement son combat ; ils sont, par vocation, incapables de s'accommoder d'un compromis quelconque et leur action trouverait sa base humaine dans la grande masse des hommes qui ont pris goût à la guerre de guérilla, notamment dans la génération de ceux qui n'ont d'autre souvenir que celle-ci. Autrement dit, dans tous les cas de figure, la guerre en Afghanistan n'est pas près de s'achever.

### Les sentiments de la population afghane

Deux facteurs pèseront lourd quant à l'avenir du régime de Kaboul, c'est-à-dire quant à sa cohésion interne. D'abord et surtout, l'attitude de Moscou : si l'URSS donne l'impression de lâcher le PDPA, ce sera la débâcle à coup sûr pour ce dernier. Or rien ne permet de penser, aujourd'hui pas plus qu'hier, que telle est l'intention de Gorbatchev. Nous persistons à croire, comme nous en formulions l'hypothèse en mars 1987, que l'URSS pourrait maintenir, en Afghanistan, "une présence militaire permanente plus proche quantitativement de celle qui s'y trouvait déjà avant décembre 1979 (5 000 "conseillers" militaires), que de la présence massive de ces dernières années".

Le deuxième facteur, bien sûr, est le sentiment de la population afghane. Nous affirmons, en mars 1987, que "les moudjahidin trouveront assurément beaucoup moins de candidats au djihad pour leur Etat islamique, qu'ils n'ont trouvé jusqu'ici de candidats au combat pour libérer l'Afghanistan de troupes étrangères". *Newsweek* du 30 mai 1988 formule la même idée. Melinda Lin, auteur de l'article, mentionne en particulier la répulsion que suscitent les intégristes auprès d'une partie de la population urbaine. "Cette crainte était particulièrement forte parmi les femmes éduquées, qui se sont émancipées

à un certain degré de la pratique musulmane conservatrice de la ségrégation des sexes. "Ces gens dans les montagnes, avec leurs cheveux longs et leurs longues barbes, nous craignons qu'après dix ans ils soient sauvages", dit une jeune résidente de Kaboul dont la robe de style occidental dans le vent contrastait fortement avec le tchador de-la-tête-aux-chevilles exigé par les intégristes radicaux".

Cette habitante de Kaboul a assurément raison de s'inquiéter, si l'on en juge par le sort réservé aux femmes dans les camps de réfugiés au Pakistan, que les correspondants à Peshawar du même *Newsweek* décrivaient ainsi (1er février 1988) : "Les conditions sont particulièrement dures pour les femmes, qui se trouvent être quasiment prisonnières. Leurs hommes leur interdisant de circuler parmi les milliers d'étrangers des camps, elles doivent rester cloîtrées chez elles, même quand elles portent le voile de femmes musulmanes dévotes".

Le sort comparé des femmes (14) dans les deux camps afghans qui s'affrontent depuis 1978, est un élément parmi beaucoup d'autres qui confirment, si la simple évidence socio-politique ne suffisait pas à l'attester, qu'il s'agit bien de l'affrontement entre un camp progressiste et un camp réactionnaire. La rébellion afghane est à l'origine, il ne faut pas l'oublier, une pure chouannerie contre un régime qui n'était pas sans évoquer certains traits du jacobinisme. Les forces rebelles représentaient, et représentent toujours, un conglomérat des forces traditionnelles que le régime du PDPA, depuis son avènement en avril 1978, bousculait ou tentait de disloquer avec énormément de maladresse, et auxquelles s'ajoutaient les intégristes. Là où le PDPA proposait alphabétisation, laïcisation, émancipation des femmes, détribalisation, réforme agraire radicale et industrialisation - le tout par des méthodes dictatoriales et bureaucratiques, certes -, les forces rebelles défendaient la continuité de l'ancienne société, de type moyenâgeux : obscurantisme, rôle des mollahs, statut inférieur des femmes, tribalisme, domination des grands propriétaires, perpétuation de l'arriération sociale et économique - ou bien luttait pour une dictature islamique totalitaire.

L'intervention des troupes de Moscou, à partir de la fin de décembre 1979, devait être condamnée et leur retrait exigé, non parce qu'elle était contre-révolutionnaire comme c'était le cas en Hongrie en 1956 ou en Tchécoslovaquie en 1968, ni parce que nous serions opposés en principe à l'intervention de troupes de Moscou en toutes circonstances - nous exigeons leur intervention en défense du Vietnam, de même que nous avons approuvé l'intervention des troupes cubaines en Angola, qui s'est faite avec l'aide de Moscou -,

14) La nouvelle constitution édulcorée de la République d'Afghanistan comporte encore, néanmoins, un article 14 stipulant que : "hommes et femmes ont des droits égaux dans tous les domaines économiques, politiques, sociaux et culturels", ce qui est une affirmation révolutionnaire en terre d'Islam.



mais bien parce que l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, telle qu'elle s'est déroulée, ne pouvait avoir d'autre effet que de renforcer considérablement le camp qu'elle croyait pouvoir écraser.

### Pour la défaite des forces réactionnaires

Mais la guerre civile en cours en Afghanistan, depuis 1978, n'a pas pour autant changé de nature. Même si pendant huit ans, elle a pris l'allure d'une guerre nationale contre l'envahisseur soviétique, au grand bénéfice du camp de la réaction, celui-ci, aujourd'hui plus même qu'en 1980-82, est composé essentiellement des mêmes forces sociales et politiques qui combattaient le PDDPA avant décembre 1979. De même, si ce dernier a mis, notamment depuis 1986, beaucoup d'eau dans son vin et s'il est, plus que jamais, à la solde de Moscou, sa nature sociale et politique - que l'on pourrait définir comme petite-bourgeoise progressiste, "démocratique" au sens social du terme - est restée fondamentalement la même, depuis 1978.

Dans cette guerre, que le retrait soviétique ramène aux proportions d'une guerre civile, nous ne pouvons être neutres, et encore moins soutenir le camp de la réaction. Nous sommes résolument pour la défaite des forces réactionnaires, sans nous identifier pour autant, et le moins du monde, avec le régime de Kaboul dont nous souhaitons le renversement par une révolution authentique. Les conditions de cette dernière sont, hélas, bien loin d'être réunies aujourd'hui en Afghanistan. Mais nous sommes persuadés que le retrait des troupes soviétiques améliorera leurs chances de se former à long terme, alors que le maintien de ces troupes ne peut qu'accroître le pourrissement de la société afghane.

C'est pourquoi nous sommes pour le retrait des troupes de Moscou, même s'il devait s'ensuire l'effondrement du régime de Kaboul. Si celui-ci est incapable de se maintenir par ses propres forces, avec l'aide technique et financière de l'URSS, contre les bandes hétéroclites de la réaction afghane, les huit années écoulées ont largement montré que la tentative de le maintenir par la force soviétique entraîne celle-ci dans une guerre sans fin. Comme l'affirmait la résolution adoptée par le Secrétariat unifié de la Quatrième internationale en mars 1988 (15) : "Si toutefois le gouvernement de Kaboul s'avérait incapable de survivre au retrait soviétique, sa chute constituerait en tout état de cause un moindre mal que la perpétuation de l'enslèvement soviétique en Afghanistan. A long terme, le retrait profitera, en tout cas, à la constitution d'un mouvement révolutionnaire de masse en Afghanistan et dans les pays avoisinants". ■

15 Juin 1988.

15) Inprecor numéro 263 du 11 avril 1988.



## AFRIQUE DU SUD

# Un succès sans précédent

LE MOUVEMENT DE GREVE des travailleurs noirs des 6, 7 et 8 juin a été un très important succès.

Malgré un fléchissement du mouvement sur la fin et la très faible participation des mineurs, l'appel à une action de protestation nationale contre la répression et contre le projet de nouvelle législation du travail aura été un succès pour le mouvement syndical sud-africain.

Les deux syndicats, le COSATU (Congrès des syndicats sud-africains) et le NACTU (Congrès national des syndicats) n'avaient pas formellement lancé de mot d'ordre de grève, compte tenu de l'interdiction qui leur en est faite par les dispositions gouvernementales. Le mouvement qui avait reçu, il faut le souligner, l'appui du Conseil sud-africain des Eglises et de l'Association des employeurs noirs, a touché de façon non-négligeable la vie économique du pays. Cette grève de trois jours a été le plus important mouvement de ce type de toute l'histoire du pays. C'est la première fois en effet, en Afrique du Sud, qu'un mouvement de grève est annoncé pour trois jours et se déroule effectivement pendant trois jours.

Peter BLUMER, Nathan PALMER

**L** Y A EU en moyenne 77% de grévistes dans le Transvaal et dans le Natal. A l'instar des actions nationales précédentes, ce sont les régions de Johannesburg, le cœur industriel du pays, et de Durban qui ont connu le taux d'absentéisme le plus élevé, tandis que la région du Cap connaissait le chiffre le moins important. Divers chiffres ont circulé, donnant de un à trois millions de grévistes pour la première journée du 6 juin.

Selon la Chambre fédérale des Industries qui réunit les employeurs blancs, le taux d'absentéisme était de 90% dans la région de Johannesburg le premier jour du mouvement, de 60% le deuxième, tandis qu'il se maintenait à 90% dans le Natal. Toujours selon la Chambre patronale, la paralysie des transports dans le Natal est à l'origine du maintien de ce chiffre élevé d'absentéisme et compense les effets de la politique coercitive de la plupart des employeurs, décidés à pratiquer des retenues de salaire pour les journées d'absence.

Les autorités se sont appuyées sur les restrictions imposées par l'état d'urgence pour ne pas faire de commentaires sur le mouvement et pour tenter d'en étouffer l'écho dans la presse libérale et indépendante. Mais d'une certaine façon, le commentaire est venu de P.W. Botha, qui a annoncé que l'Afrique du Sud allait entrer dans la troisième année d'état d'urgence. Une manière de dire que le pouvoir entend poursuivre l'offensive tous azimuts contre l'opposition à l'apartheid : interdiction des activités des organisations politiques et des activités politiques des syndicats.

### Une activité ouvrière massive

L'année 1987 a marqué un record pour le nombre des journées de grève en Afrique du Sud et ce, alors que l'état d'urgence a de nouveau été remis en vigueur dans tout le pays depuis le 12 juin 1986. On comptait 1,3 million de journées de travail perdues en 1986 (chiffre pourtant déjà supérieur aux années précédentes), leur nombre est passé à 9 millions en 1987.

C'est impressionnant en soi pour un pays de 33 millions d'habitants. Mais ce n'est pas tout.

Ce record est dû avant tout à plusieurs grandes grèves : grève dans le secteur public (chemins de fer, postes), dans le commerce, la métallurgie, la chimie mais surtout 5,25 millions de journées de travail ont été perdues pour la seule grève des mineurs, qui a duré 21 jours et a représenté une baisse de la valeur de la production de près de 140 millions de dollars par rapport à la période équivalente de 1986 (voir *Inprecor* numéro 248 du 7 septembre 1987).

Les conflits sectoriels se sont traduits par huit fois plus de journées de travail perdues que les *stayaway*, ces journées d'action nationales auxquelles toute la population est appelée à participer, celle des 5 et 6 mai 1987, à la veille des élections législatives à la Chambre blanche,

ayant sans doute constitué la plus grande grève politique de l'histoire du pays.

N'existant que comme noyaux locaux ou, au mieux, régionaux, il y a à peine plus de dix ans, les syndicats indépendants se sont étendus dans tout le pays, dans le secteur public comme le secteur privé, dans l'ensemble des secteurs socio-économiques, et, récemment et de manière encore modeste, chez les travailleurs domestiques et les ouvriers agricoles.

### Face à l'état d'urgence

Les travailleurs syndiqués au COSATU ont bénéficié en 1987 d'une augmentation salariale moyenne de 18%, soit un chiffre supérieur à ce qu'a pu obtenir n'importe quel autre travailleur non-membre de cette centrale, qu'il soit blanc ou noir.

Dominé par le COSATU (environ 900 000 membres dont 691 000 cotisants réguliers) et le NACTU (400 000 membres dont 150 000 cotisants réguliers) l'ensemble du mouvement syndical organise près de 40% de la population active du pays : chiffre qui dépasse sans peine les taux de syndicalisation de certains pays d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord.

Voilà qui en dit long sur le degré d'activité de la classe ouvrière sud-africaine et la place qu'elle et ses organisations occupent dans la lutte contre le régime d'apartheid.

Les deux dernières années d'état d'urgence se sont soldées par environ 30 000 personnes emprisonnées et plus de 2 000 morts.

Il faut y ajouter, le 24 février dernier, l'interdiction de toute activité pour 17 organisations politiques, communautaires et syndicales, dont le Front démocratique uni (UDF, situé dans la tradition politique du Congrès national africain - ANC -), l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO, héritière du mouvement de la Conscience noire), le Comité de soutien des parents de détenus et le COSATU.

Hormis ce dernier, il semble bien que les structures politiques existantes dans les *townships* (villes noires) n'aient pas pu se maintenir. L'UDF a ainsi connu une très grave crise de militantisme avant même que ne soit prononcé le décret du 24 février.

Ceci n'a pourtant pas empêché que le 21 mars, qui commémore le massacre de Sharpeville en 1960, ait été marqué cette année par un *stayaway* suivi par près d'un million de personnes !

Dans la passe difficile que connaît le mouvement noir, la classe ouvrière industrielle constitue le noyau dur de la résistance. Les organisations syndicales, malgré la répression, ont été capables de préserver leurs moyens d'organisation et de mobilisation. C'est notamment pour cette raison que la question de l'unité d'action se pose avec de plus en plus d'acuité. La répression a été suffisamment forte pour que personne ne puisse réellement prétendre détenir sur le terrain, la solution stratégique à court terme qui puisse abattre l'apartheid. Confronté à des échéances bien plus lointaines que prévues, les di-

vers mouvements politiques doivent revoir leurs tactiques. Dans ce cadre, la pression unitaire, surtout dans les entreprises, se renforce.

Tous les observateurs sud-africains s'accordent également à reconnaître que le régime a choisi délibérément de gagner la confiance de la grande bourgeoisie libérale, industrielle et financière, au risque de perdre peu à peu une partie de son électorat traditionnel afrikaner. Les dernières élections ont montré que l'électorat anglophone s'était quelque peu déplacé du Parti progressiste fédéral au Parti national de Botha, alors qu'une partie des électeurs de ce dernier était passée à l'extrême-droite. Les réformes économiques en cours qui visent à "déréguler" le système en privatisant certains secteurs-clés constituent une tentative d'attirer des capitaux étrangers et à partager avec le grand capital une part grandissante du contrôle social de la main-d'œuvre noire.

Ces mesures se sont accompagnées d'une nouvelle législation du travail, plus restrictive, et d'un renouvellement de l'état d'urgence. Malgré quelques critiques éparses, le patronat a, en général, soutenu toutes ces mesures.

Voilà qui change un peu le contexte politique avec les années 1985-1986 quand le grand patronat partait rencontrer l'ANC à grand renfort de publicité. Ce tournant de la part des patrons, implique donc certaines révisions tactiques de l'ANC.

Une nouvelle version du projet gouvernemental a été débattue au Parlement. Elle apporte une modification notable au projet initial sur un point précis : au départ, le représentant du ministère de la Main-d'œuvre pouvait étendre le champ d'intervention d'une commission de conciliation entre l'employeur et les syndicats à la simple demande de l'une des parties. Dans le nouveau projet, cela ne sera possible que si les deux parties y consentent.

### La nouvelle législation du travail

En dehors de ce changement, tout ce qui avait provoqué la colère des syndicats et les critiques de différents côtés, est maintenu dans la dernière version.

Une grève pour "un motif identique ou similaire" moins d'un an après un premier arrêt de travail est considéré comme une "pratique de travail déloyale". Les syndicats seront passibles de poursuites pour les dommages causés lors d'une grève sauvage. A moins qu'il ne prouve le contraire, un syndiqué qui est à l'origine d'une grève illégale, est supposé agir au nom de son syndicat. Les journées d'action seront illégales et les syndicats poursuivis s'ils y appellent.

Les employeurs auront la possibilité de négocier avec les syndicats minoritaires dans l'entreprise. Dans le même ordre d'idée, la législation remet en question le fait que le syndicat qui regroupe la majorité absolue des employés soit habilité à parler au nom de l'ensemble des salariés

de l'entreprise, comme c'était le cas auparavant avec la pratique du *closed-shop agreement* (monopole syndical).

Les licenciements seront plus faciles et l'employeur n'aura plus à respecter la règle : du "dernier embauché, premier licencié". Le gouvernement pourra désigner toute personne de son choix pour présider une commission de conciliation, tandis que les seuls experts en législation du travail pouvaient l'être jusqu'à présent.

L'ampleur de ces attaques, dans un espace politique encore plus restreint depuis le 24 février, est un véritable défi que le mouvement syndical semble décidé à relever, au prix même d'un bras de fer avec le régime.

Même si elle divise la direction du COSATU, l'ouverture vers l'unité d'action avec le NACTU semble la carte que le tout récent congrès extraordinaire de la centrale souhaite jouer. L'addition des forces des deux centrales ne sera sans doute pas superflue pour relever le défi qui leur est lancé.

### L'unité d'action syndicale

Jusqu'à présent, les relations entre les deux confédérations étaient quasi-inexistantes. Le contentieux remonte en fait à la période des discussions unitaires qui avaient abouti à la création du COSATU en novembre 1984, sans la participation des syndicats regroupés depuis octobre 1986 dans le NACTU et qui relèvent pour l'essentiel de la tradition politique de la "conscience noire".

Cependant, depuis un an environ, le NACTU, qui partage par ailleurs la plupart des objectifs que poursuit le COSATU, a adopté une attitude plus unitaire et s'est adressé à plusieurs reprises au COSATU. La direction du COSATU lui avait jusqu'à présent opposé une fin de non-recevoir.

Le courant le plus lié à l'UDF, voire à l'ANC et au Parti communiste sud-africain, qui représentait la principale face dans l'organisme de direction nationale du COSATU, ne souhaite pas s'écarter d'un axe politico-syndical rassemblant les seules composantes qui se réclament du document programmatique de l'ANC, la Charte de la liberté (1).

Ceci ne pouvait que représenter un sérieux obstacle à l'unité du mouvement syndical de masse. Cette position semble pourtant avoir été relativisée au cours du congrès extraordinaire du COSATU qui vient de se tenir les 14 et 15 mai à Johannesburg. Le congrès a lancé un appel à "une conférence rassemblant une large palette d'organisations anti-apartheid pour se concentrer sur l'opposition à la répression de l'apartheid".

Une telle résolution représente certainement un compromis au terme d'un congrès qui a vu des joutes assez rudes. Elle satisfait peut-être la composante qui souhaitait voir la main se tendre aux libéraux blancs de l'opposition extra-parlementaire.

Mais elle satisfait aussi les composantes les plus unitaires de la fédération qui y trouvent matière à élargir l'unité



ouvrière au delà des clivages politiques traditionnels. Cette nouvelle position est également le produit sans doute de la volonté des représentants de certains syndicats (chimie - secteur où le NACTU est majoritaire - ou métallurgie) de ne plus s'enfermer dans une lutte fratricide et d'affirmer une plus grande fermeté face à la direction nationale du COSATU.

Il y avait déjà eu en mars 1988 un accord de travail unitaire dans la métallurgie entre le NUMSA (COSATU) et 3 syndicats liés au NACTU avec une réunion commune de *shop stewards* (délégués d'atelier).

Après avoir essuyé deux refus, le NACTU avait, en effet, obtenu ce qu'à peu près tout le monde avait obtenu jusqu'alors, du COSATU aux Eglises en passant par les étudiants blancs et les dirigeants des grosses firmes sud-africaines : une rencontre officielle avec la direction de l'ANC, réunion qui s'est déroulée à Harare, au Zimbabwe, au début du mois de mai.

### Nouvelle donne pour le débat sur l'unité

L'événement a pris une résonance certaine, non seulement parce que la délégation de l'ANC était dirigée par son secrétaire général, Alfred Nzo, mais surtout par le communiqué commun des deux organisations, dans lequel A. Nzo déclare : "Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous sépare" et soutient l'unité d'action contre l'apartheid sans faire du soutien à la Charte de la liberté, une précondition.

Ce dernier point n'est pas source de débat uniquement entre le COSATU et le NACTU. Il avait déjà provoqué de vives discussions internes lors de la préparation du précédent congrès du COSATU. Si personne ne semblait rejeter les revendications que ce document contient, l'adopter comme document de référence politique n'allait pas sans poser des problèmes d'exclusives.

Elijah Barayi, président du COSATU et responsable du syndicat des mineurs déclarait encore lors du congrès extraordinaire de la mi-mai : "Nous pressons tous ceux qui souhaitent vraiment la paix et la sécurité de considérer l'avenir dans les termes que nous avons formulés au travers

de la Charte de la liberté" (2). Certains journaux ont même indiqué que selon eux, la direction de l'ANC avait semblé moins attachée à la question de la Charte que les courants qui lui sont liés à l'intérieur du COSATU. Il est bien trop tôt pour tirer des conclusions sur ce point. Mais il semble du moins tout à fait positif que certaines exclusives commencent à disparaître. Les conceptions sectaires du front unique ont été battues au congrès du COSATU. Et il a été proposé d'ouvrir une conférence anti-apartheid "sur la base de mandats disciplinés, de la démocratie et d'un débat libre et ouvert".

### De nouvelles perspectives

Evidemment la question de l'unité posera des problèmes d'interprétation. Déjà à ce congrès, divers points de vue ont été débattus et le texte final prend la forme d'un compromis. Le journal *Weekly Mail* rapporte d'ailleurs les propos d'un délégué pour qui "Cela permet au COSATU, ensemble avec ses alliés, de tracer le programme d'action qui sera conséquent avec son soutien à la Charte de la liberté tout en donnant dans le même temps au CEC (Comité exécutif, ndlr), un mandat pour inviter des groupes tels le NACTU ou le Five Freedoms Forum" (3).

D'autres résolutions pourront éventuellement favoriser à l'avenir des démarches unitaires, comme par exemple la décision de créer des comités de zones industrielles qui pourraient associer les populations locales autour de campagnes dirigées par les syndicats.

Le nouveau débat sur l'unité devrait dissuader les réponses dogmatiques qui se limiteraient à un refus de participation sous prétexte que telle formation libérale blanche y serait présente. Démontrer ce que cherchent des libéraux dans un tel regroupement se fait devant l'ensemble des participants et non en témoignant, de l'extérieur. S'il se confirmait que la participation à une telle conférence n'était pas conditionnée par l'appartenance disciplinée au courant chartiste, on ne voit pas quel obstacle demeurerait à ce que le NACTU et toutes les formations de la gauche sud-africaine en soient partie prenante, pour défendre leur point de vue.

Si, d'autre part, ces nouvelles données politiques se confirmaient, il ne ferait pas de doute que cela aiderait grandement le mouvement de solidarité à l'étranger en faisant tomber les raisons, bonnes ou mauvaises, qui ont été traditionnellement avancées pour ne soutenir que tel ou tel courant du mouvement noir. Mais cela reste pour le moment une hypothèse. ■

15 juin 1988.

1) La Charte de la liberté a été intégrée comme référence programmatique au précédent congrès du COSATU.

2) *Weekly Mail* du 20 mai 1988.

3) Le *Five Freedoms Forum* est un regroupement autour d'un projet démocratique avancé par les libéraux blancs.

# Combattre le racisme

"Gastvrij Antwerpen" (Anvers accueillante) est une initiative dont le but est de stimuler et coordonner le maximum d'activités antiracistes possible. Aujourd'hui, 84 organisations (dont le Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont déjà signé la plate-forme de l'Association *Gastvrij Antwerpen*. Actuellement, il existe 10 comités de quartier à Anvers, qui regroupent environ 300 Belges et immigrés. Les responsables de ces comités se rencontrent une fois par mois dans une réunion de coordination. Le 1<sup>er</sup> octobre, une manifestation nationale "Unité contre le racisme" sera organisée à Anvers.

*La Gauche*, organe du POS, a interviewé Johan Bijttebier, avocat, actif dans le comité anti-raciste du quartier Seefhoek-Stuivenberg. Lors des dernières élections législatives, le Vlaams Blok, parti nationaliste et raciste, a obtenu 20,2% des voix, contre 12,6% en 1985, dans le quartier de Stuivenberg.

■ **LA GAUCHE :** Comment le comité de quartier Seefhoek-Stuivenberg a-t-il été lancé ?

**Johan BIJTEBIER :** Dans le courant de l'année 1987, le Front antifasciste (AFF), d'Anvers avait décidé de mettre sur pied des "comités de quartier contre le racisme" dans le maximum de quartiers à Anvers. J'ai appris de la bouche d'un militant du Parti ouvrier socialiste, qu'il en existait aussi dans mon quartier, il fut constitué tout juste avant les élections législatives. Je m'y suis immédiatement inscrit. A la suite de réactions régulières d'amis turcs du quartier et à la suite de certaines remarques provenant de voisins belges, il m'a semblé qu'il était plus que temps de relever ses manches.

■ **Quel genre de personnes collaborent à ce comité ?**

- Pour l'instant, dans notre comité, nous comptons des militants du POS, du PCB et du SP et des indépendants, dont des gens qui font du travail de quartier, des militants syndicaux, des indépendants et des chômeurs. Dans notre comité, 4 nationalités sont représentées parmi lesquelles des Turcs, un Chilien et un Italien. Dans d'autres comités, on retrouve des militants du PTB, des chrétiens, des Marocains. Bref, toute la "faune et la flore" anversoise qui, tout d'un coup, peut travailler autour d'un projet. Cela fait du bien ! Le problème crucial du racisme a ouvert les yeux de beaucoup de militants sur le fait qu'il faut mettre ses forces ensemble.

■ **Quel est le but de ce comité de quartier ?**

- L'objectif final du comité contre le racisme est d'empêcher le Vlaams Blok et les organisations fascistes de monter la population contre les immigrés et le mouvement ouvrier, de faire de la propagande pour l'égalité des droits entre Belges et immigrés, d'arriver à une compréhension mutuelle et à l'acceptation de l'identité culturelle des différents habitants du quartier.

Concrètement, nous voulons empêcher que la propagande raciste n'envahisse le quartier lors des prochaines élections communales. Nous expliquerons aux habitants que le racisme cadre dans une idéologie fasciste qui a pour but la destruction du mouvement ouvrier.

■ **Quelles sont vos perspectives de travail, après les élections communales ?**

- Nous ne devons pas seulement expliquer que le racisme c'est de la misanthropie, mais en même temps que cela est lié à toute une série de préjugés, c'est-à-dire à des idées fausses et une méconnaissance des travailleurs dits "étrangers". Nous devons en même temps, expliquer que les immigrés ne sont pas responsables des mauvaises conditions de vie et d'habitation dans le quartier. Tous les six ans, les autorités communales réclament notre soutien passif pour ensuite laisser la ville se dégrader, sans s'en soucier. On ne demande jamais aux habitants des quartiers ouvriers de quelle manière ils voudraient voir améliorer leur qualité de vie.

A long terme, il est essentiel que les comités fassent un effort particulier pour demander aux syndicalistes de combat leur

contribution, pas uniquement dans leur entreprise, mais aussi dans leur quartier. Ainsi, on combinera la lutte dans l'entreprise à la lutte pour une meilleure qualité de vie des travailleurs. Avec la poursuite de la crise du capitalisme, le racisme a un plus grand écho, à cause du nombre grandissant de personnes déclassées, et à cause de l'existence d'un sous-prolétariat au chômage.

Le racisme est comparable au pus d'un corps malade et sans vie depuis quelque temps. Les campagnes antiracistes peuvent certainement enlever le pus et refouler le racisme, mais le racisme ne peut être définitivement supprimé que par la construction d'une société socialiste, pour laquelle les combats primordiaux se joueront essentiellement sur le terrain des entreprises.

■ **Quelles actions votre comité a-t-il développées jusqu'à maintenant ?**

- Nous sommes partis du point de vue que le racisme ne sera pas combattu avec un discours humaniste. L'aspect dégoûtant de certaines rues n'est pas dû aux travailleurs immigrés, mais au fait que le bourgeois socialiste trouve les classes moyennes du "Meir" plus importantes que les nombreux électeurs de notre quartier. Donc les Belges et les Turcs du comité ont nettoyé quelques rues, avec l'accompagnement musical de la fanfare socialiste "Les Roses". Il faut cependant dire que le service de nettoyage de la ville a salué sympathiquement notre initiative en nous livrant du matériel de nettoyage.

Lors de la deuxième opération de nettoyage, nous avons distribué un tract en trois langues dans un ensemble des plus vieux logements sociaux de la ville. Avec une délégation cosmopolite, nous avons organisé un bureau des plaintes dans la cour intérieure. La situation est indescriptible ! En 50 ans, il n'y a presque aucune rénovation qui a été faite. De nombreux appartements ont vu disparaître le toit au-dessus de leur terrasse. Les vide-ordures qui donnent sur la cour intérieure ne fonctionnent plus, ce qui rend encore plus désagréable la situation des locataires. De nombreux appartements sont sujets à des infiltrations d'eau abondantes et à la formation de mousse. Dans cet immeuble, cohabitent des Belges et des Marocains, et cette action a un peu contribué à les rapprocher, à montrer que les responsables de cette situation sont les gestionnaires des logements sociaux. Vous pouvez vous imaginer que notre bureau des plaintes a eu beaucoup de succès et nous a ramenés de nouveaux collaborateurs.

Notre action a visiblement frappé juste ! Quelques jours après que notre lettre annonçant l'action ait été postée, la cour intérieure avait été miraculeusement et rapidement nettoyée, pour le plus grand plaisir des habitants.

Propos recueillis  
par Michel Markey ;  
7 juin 1988

# Combattre ensemble

**LA REVOLTE DES PIERRES se poursuit dans les territoires occupés par Israël.**

**A l'intérieur de ce pays, un mouvement contre la répression s'organise, rassemblant Juifs et Arabes. Nous avons rencontré Remy Mandelzweig qui vit à Haïfa, et représente les Comités contre l'occupation.**

**Remy MANDELZWEIG**

**L**ES COMITES contre l'occupation existent à Haïfa et à Tel-Aviv et ont des militants dans certains villages arabes de Galilée et du "Triangle" (1) qui travaillent avec nous. Ces comités ont été lancés à Tel-Aviv à l'initiative de camarades de la LCR (la section de la IVe Internationale dans l'Etat d'Israël) et de militants du mouvement "Les Fils du Pays" (Ibn al-Balad), un mouvement nationaliste palestinien à l'intérieur d'Israël. A Haïfa, ils ont été essentiellement impulsés par des militants de ce mouvement, mais beaucoup de personnes qui n'appartiennent à aucune organisation politique, certains comme moi qui sont d'anciens militants du Matzpen (2), mais aussi beaucoup de gens qui faisaient "de la politique" pour la première fois, ont rejoint ce comité.

## Retrait inconditionnel des forces de répression

C'est une mobilisation sur un seul point : nous exigeons un retrait immédiat, sans conditions, de toutes les forces israéliennes de répression des territoires occupés, et nous voulons lutter contre l'occupation sous toutes ses formes, n'importe où. Cela signifie que nous pensons, premièrement, que l'on ne peut pas, comme certains mouvements le font, demander un retrait conditionnel (reconnaissance d'Israël, etc.). Si vraiment quelqu'un parle de paix ou de vie en commun avec le peuple palestinien, s'il veut prendre en considération sérieusement ce qu'il affirme, il faut d'abord exiger le retrait des forces de répression puisqu'il est impossible de vivre ensemble tant que les Palestiniens sont sous la botte de l'armée israélienne.

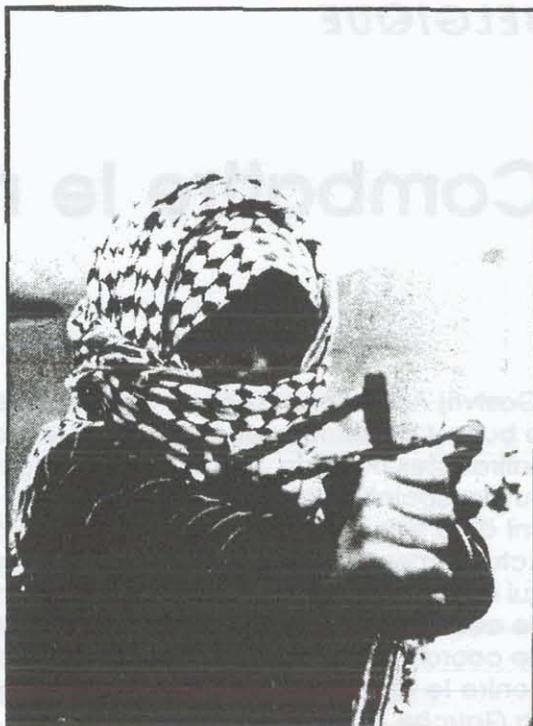
Deuxièmement, nous disons que la répression du peuple palestinien ne se can-

tonne pas aux seuls territoires occupés. Il y a une population palestinienne très importante à l'intérieur même de l'Etat d'Israël qui subit également une répression au niveau national, comme arabe. Par exemple, quand un Palestinien d'un village de Galilée ou du "Triangle" est soupçonné par la police d'avoir hissé pendant la nuit, ou d'avoir brandi lors d'une manifestation, un drapeau palestinien, qui exprime son sentiment national, il est immédiatement arrêté, sans autre forme de procès. Il est bien évidemment tabassé, et se retrouve en général en prison pour six mois, voire plus. Là également, nous défendons le droit à l'expression nationale pour chaque Palestinien où qu'il soit, à l'intérieur de la Ligne verte ou à l'extérieur.

## Le développement du racisme

Enfin, il faut souligner rapidement, même si cela mériterait que l'on s'y arrête plus longtemps, que nous constatons de plus en plus souvent l'expression du racisme dans la rue. La société israélienne est aujourd'hui complètement imprégnée de racisme. C'est institutionnalisé, mais c'est aussi vrai au niveau de la rue. Par exemple, dernièrement à Haïfa, trois jeunes Arabes d'un village alentour, Um al-Fahum étaient venus faire des achats dans un magasin. Ils ont subi un contrôle d'identité, puisqu'ils ressemblaient à des Arabes, contrôle effectué non par la police mais par les gardiens du magasin, de façon très agressive, avec des remarques racistes. Puis, ils ont été emmenés dans un bureau, et les gardiens ont alors remarqué que l'un des jeunes arabes arborait une des chemises que nous avons fabriquées avec le nom du comité, où est imprimé, en anglais, arabe et hébreu, "A bas l'occupation". A la vue de cette chemise, ils ont immédiatement été tabassés, matraqués. La police est venue et les policiers ont également commencé à insulter le jeune Arabe à qui ils prirent sa chemise, et il fut renvoyé dans son village qui est à deux heures de train, sans chemise.

Nous réagissons également à ce type d'actes. En l'occurrence, nous avons fait une manifestation de protestation devant le magasin, arborant tous notre chemise du mouvement.



Nous avons été les premiers à lancer une campagne d'aide, se traduisant par l'envoi de nourriture, de médicaments, dans les territoires. C'était au mois de janvier, alors qu'il y avait le blocus des camps de réfugiés de Gaza. Personne n'abordait cette question dans la presse, nous avons essayé de briser le mur du silence, sur cette politique systématique d'affamer les populations des camps de réfugiés qui, de toute façon, même en situation "normale", sont toujours à la limite de la faim, avec leurs salaires de misère pour des familles souvent nombreuses, dans ces bidonvilles identiques à ceux que l'on trouve partout dans le Tiers-monde. Et quand il y a le mot d'ordre de grève générale, ou quand l'armée assiège et bloque les camps, c'est immédiatement la misère. Le premier grand problème de la poursuite de la lutte, c'était dans l'immédiat - et il demeure aujourd'hui - comment tenir le coup.

Nous avons alors décidé de lancer l'idée d'un convoi de vivres pour Gaza. Certains organismes nous ont rejoints, pour ce convoi, notamment ce mouvement "Les Fils du pays" que je mentionnais plus haut, et certains villages arabes nous ont envoyé des camions ou des camionnettes avec des vivres, et nous sommes partis en convoi le plus spectaculairement possible, en invitant la presse.

Nous comme l'avions prévu, nous fûmes arrêtés à l'entrée de Gaza, ce qui nous a permis d'expliquer ce qui se passait, face à la presse locale. Nous avons eu un fort impact.

1) Le "Triangle" est une zone à forte population palestinienne dans le centre de l'Etat d'Israël. La Galilée, au nord du pays, regroupe la plupart de la population arabe.

2) Matzpen : nom du journal de la section de la IVe Internationale dans l'Etat d'Israël. Le Matzpen était également auparavant le nom d'une publication d'un groupe d'extrême-gauche plus large d'où provient la section.

Nous sommes parvenus à faire arriver cette nourriture à bon port, par d'autres moyens, mais ce qui est sans doute plus important, nous avons réussi à briser ce mur du silence. A la suite de cette action, plusieurs organisations ou partis, dont celui qui demeure encore aujourd'hui, la grande force à gauche, le Parti communiste (Rakah), ont repris à leur compte ce mot d'ordre de soutien à la population palestinienne des territoires occupés. Des collectes à large échelle ont alors été organisées dans toute la population arabe.

A partir de ce moment-là régulièrement, des convois ou des camions partaient pour Gaza. Je dois souligner que ces collectes étaient faites dans toute la population - Juifs comme Arabes - mais, très rapidement, nous nous sommes rendu compte que nous avions peu de succès auprès de la population juive. Même à l'université où, *a priori*, c'était le milieu le plus favorable, les seuls qui étaient prêts à donner de l'argent pour ces convois, c'étaient les étudiants arabes.

A part ceux qui sont plus ou moins liés aux mouvements de gauche, ou mobilisés dans certaines organisations qui viennent aux différents rassemblements, parmi les Juifs, nous pouvons parler de fiasco. Ce n'est évidemment pas le fruit du hasard, c'est extrêmement révélateur de ce qui se passe au sein de la population juive, même parmi cette frange qui était assez importante pendant la guerre du Liban, prête à se mobiliser contre cette guerre. Nous avons alors affaire à un mouvement de masse, or, aujourd'hui, il faut constater qu'il n'existe pas de mouvement de masse contre l'occupation et la répression à Gaza et en Cisjordanie.

Pour beaucoup de gens, la guerre du Liban était quelque chose de très clair : une sale guerre, ailleurs, dont nul ne comprenait les véritables raisons. Tout le monde la percevait comme une aventure avec des aventuriers comme Ariel Sharon ou Raphaël Eitan. Voilà pourquoi le mouvement de masse contre la guerre du Liban s'est développé.

### La remise en cause du sionisme

Aujourd'hui, face à l'action de la population palestinienne dans les territoires occupés, les réactions sont différentes. Pour la première fois, la plupart des Juifs en Israël, ont compris que le véritable problème n'est pas un conflit entre l'armée israélienne et l'armée égyptienne ou autre, ce n'est pas un conflit entre Etats. La véritable question, c'est le peuple palestinien, qui est opprimé, qui a été déraciné. Et, sur cette question des territoires occupés, parce qu'elle a eu des retombées très importantes au sein de la population palestinienne à l'intérieur d'Israël, avec la grève générale au mois de janvier, puis à nouveau, le 30 mars pour la Journée de la terre, une autre grève générale avec une mobilisation très importante de la population arabe palestinienne à l'intérieur d'Israël, beaucoup de problèmes ont refait surface.

Soudain, tout le monde a découvert quel était ce réel problème. Cela met en question les fondements mêmes de l'Etat sioniste. Puisque évidemment, à compter de ce moment c'est le passé qui est remis en cause. La répression dans les territoires occupés, l'exigence par les Palestiniens de leurs droits, n'est rien d'autre que ce qui s'est passé auparavant dans des régions comme la Galilée.

### La résurgence du passé

C'est ce que dit d'ailleurs l'extrême-droite, et pas seulement elle, mais aussi le Likoud, le gouvernement, quand ils répondent par exemple aux militants de Shalom Archav (la Paix maintenant), en les traitant d'hypocrites : *"Nous faisons dans les territoires occupés ce que vous la gauche sioniste, les kiboutzim, avez fait en 1948 en Galilée ou ailleurs"*. Et tout à coup, des montagnes de publications, des tas d'articles paraissent, commençant à décrire ce qui s'est passé en 1948. Beaucoup de choses qui avaient été occultées, comme la destruction des villages, ou l'expulsion massives de villes entières comme Ramalah, des régions entières où les populations furent expulsées de force, tout ce qui a été caché pendant des années, le grand mensonge du régime sioniste, paraît aujourd'hui dans les journaux, puisque c'est la réponse de toute la droite du régime, disant que ce qui se fait "là-bas", n'est jamais que ce que nous avons fait ici tous ensemble, en 1948.

Voilà pourquoi la révolte des Palestiniens dans les territoires occupés remet en question la base du sionisme. La réaction de l'homme de la rue, c'est une réaction de peur. Il sent que tout est remis en cause, il se sent personnellement en danger, d'où ce racisme le plus vulgaire dont je parlais plus haut, qui est l'expression de cette réaction de peur, de panique.

Tout le monde n'a évidemment pas la "bonne réponse" à cette remise en question. Que dit la gauche sioniste ? Dans le meilleur des cas, elle dit qu'il faudrait peut-être quitter les territoires occupés. Mais quand on gratte un peu derrière le vernis de leurs explications, quand on

veut comprendre ce qu'ils entendent par là, je parle de gens du Mapam (Parti travailliste, ndlr) voire même plus à gauche, ils disent la chose suivante : *"Bien sûr, il faut leur donner un Etat palestinien dans les territoires, et si à partir de ce moment, un seul Arabe ose relever la tête ou bouger ici, à l'intérieur, on lui bottera le derrière et on l'expulsera là-bas"*. Autrement dit, cet Etat est conçu comme un moyen pour se débarrasser de cette population arabe. C'est un moyen comme un autre pour ne pas s'attaquer au racisme qui est à la base même de tout le projet sioniste, de la fondation de l'Etat d'Israël.

Si l'on prend, par exemple, le problème des expulsions des personnalités arabes, il y a eu peu de réactions. Aujourd'hui, elles font beaucoup de bruit à l'étranger car les projecteurs sont braqués sur Israël, mais en fait, c'est une méthode qui a été utilisée très souvent dans le passé. C'est une habitude. Or, qui expulse-t-on et pourquoi ? Les autorités israéliennes essayent d'empêcher la formation, le développement d'une direction palestinienne dans les territoires. A chaque fois que certains cadres arrivent à émerger, quand ils deviennent représentatifs de la population sur place, on ne les met pas toujours en prison, les méthodes varient de ce point de vue mais, à chaque fois, et c'est une politique qui ne date pas d'aujourd'hui, de l'insurrection des pierres, ils sont neutralisés par l'expulsion.

### Kahane banalisé

En Israël même, quand de jeunes Palestiniens partent pour faire des études à l'étranger par exemple, en Europe, ou aux Etats-Unis, quand ils reviennent, souvent ils se font arrêter, parfois expulser, on les empêche de revenir. Tout jeune qui quitte le pays ne peut pas être sûr qu'il parviendra à revenir.

Je vais donner un autre exemple. Voilà quelques années on a beaucoup parlé du phénomène Kahane, ce rabbin intégriste d'extrême-droite qui est parvenu à avoir une représentation parlementaire. On pense même qu'aux prochaines élections, il pourrait doubler ses voix. Or, depuis le



début de la révolte dans les territoires occupés, alors que le racisme et les thèses que défend Kahane sont omniprésents dans l'ensemble d'Israël, on n'entend plus parler de lui ou de ses partisans, et ce parce que ses thèses sont aujourd'hui défendues par toute une partie de la classe politique israélienne.

Cela commence avec évidemment le parti de Raphael Eitan qui était le commandant des forces israéliennes pendant la guerre du Liban, il y a le parti fasciste



Tehiya qui représente plus ou moins le Bloc de la foi (intégristes juifs) au niveau du parlement, la Knesset. Son porte-parole, Genla Cohen a dit en pleine séance de la Knesset, à Miari, qui est arabe et fut élu sur la Liste pour la paix : "Il faut te transférer hors d'Israël".

Ce terme de "transfert" est également repris par des pans entiers du Likoud, par les partis religieux. Voilà quelque temps, s'est tenu un symposium à Tel-Aviv, avec des généraux en réserve, des intellectuels, sur cette question du transfert, ce dernier est-il possible, dans quelles conditions, etc. Or, quand on parle de transfert, il s'agit bel et bien d'une expulsion de masse. C'est réellement aujourd'hui la réponse de toute une partie des institutions sionistes, du régime, qui commencent à prendre en considération cette possibilité de façon très concrète. Ce n'est pas pour demain, mais c'est un danger concret et sérieux, dans l'hypothèse d'un prochain conflit ou d'une prochaine guerre qui pourrait être l'occasion de mener à bien cette opération.

Le Jour de la terre, le 30 mars, qui fut marqué par la grève générale palestinienne, le ministre de la Sécurité fit des déclarations tout à fait claires où il menaçait les Arabes d'Israël même, leur disant que s'ils s'obtenaient à manifester, à faire grève, à se solidariser avec la révolte palestinienne, ils risquaient de provo-

quer "un malheur semblable à celui de 48", c'est-à-dire, l'expulsion en masse.

Maintenant voyons ce qui se passe dans l'armée. Quand l'insurrection a éclaté, c'est l'armée régulière, les jeunes appelés qui effectuent trois ans de service, qui ont été affectés les premiers à la répression dans les territoires. Puis, quand les autorités se sont rendues compte qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement sporadique, mais de longue haleine, elles ont été obligées d'envoyer des unités de réserve.

Pendant un temps, elles ont même été prises de court et ont commencé à mobiliser tout le monde à l'instar de ce qui se passe quand il y a l'état de guerre. De plus en plus, ce sont des unités de l'armée de réserve qui sont expédiées. Tout le monde est réserviste en Israël, et effectue des périodes de 30 à 40 jours par an dans la réserve. Or, avec l'insurrection, cette durée a été portée à 60 jours par an, c'est énorme. Pourquoi le gouvernement utilise-t-il la réserve ? Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, de nombreux officiers ou sous-officiers des corps d'élite ont fait remarquer, non pour des raisons de morale mais bien au contraire à cause de leur "qualité militaire", que servir à des opérations de maintien de l'ordre dans les territoires risquait de faire baisser cette qualité.

### "Le syndrome de l'occupant"

Il faut bien comprendre que c'est une obsession pour l'armée israélienne qui veut toujours être meilleure que toutes les armées arabes de la région. Avec ce qui s'est passé au Liban, il a fallu envoyer une partie de ces troupes d'élite vers le nord du pays.

Depuis le début de l'insurrection, une pléthore de psychiatres, de psychologues se sont penchés sur le moral des soldats effectuant ce sale boulot de répression (matraquage, tortures, etc.). C'est un phénomène qui a déjà été analysé pour l'armée française pendant la guerre d'Algérie, pour l'armée américaine au Vietnam, et qui se traduit par un pourrissement moral, une espèce de syndrome psychologique. Tous ces experts ont rapidement constaté qu'on ne pouvait laisser très longtemps les mêmes soldats sur place, qu'il fallait un roulement régulier. Voilà pourquoi on fait de plus en plus appel à la réserve, et c'est là que commencent les problèmes. Ces réservistes sont des hommes qui sont dans Israël même, qui ont plus de contacts avec la réalité que les soldats de métier, qui ont plus l'occasion de réfléchir et nous assistons à un phénomène de refus de partir pour les territoires occupés.

Le mouvement Yesh Gvul (Il y a une limite), qui s'est fondé pendant la guerre du Liban, rassemble des soldats refusant de partir pour les territoires occupés. Ce mouvement a eu un très gros impact et fait beaucoup de bruit dans la presse israélienne. Ce n'est pas un mouvement de masse, il ne faut pas se faire d'illusions mais, à chaque fois qu'il organise quelque chose, il a un écho très important.

Ainsi, récemment la chanteuse améri-

### Arrestation de militants anti-sionistes

Après les attaques portées contre notre camarade Michel Warschawski et le Centre d'information alternative, c'est au tour des militants du journal *Derech Ha-Nitzotz* de subir la répression sioniste. Ce groupe, qui provient de l'extrême-gauche est actuellement partie prenante de la coalition *Hadash* que dirige le Parti communiste.

Le 18 février, le journal a été fermé par les autorités israéliennes. Le 8 mars, un des rédacteurs, Ribhi Al-Aruri, a été placé en détention administrative, et a depuis été adopté par *Amnesty International* comme prisonnier d'opinion.

Le 23 avril, Roni Ben Efrat fut interpellée à l'aéroport de Tel-Aviv, alors qu'elle se rendait à une conférence anti-fasciste à Bologne, en Italie.

Le 27 avril, c'était au tour de Michael Schwartz ; puis le 5 mai, de Hadas Lahav. Le 3 mai, la police procédait à une fouille au domicile et au bureau de Abed al-Assali, avocat représentant les membres de *Derech Ha-Nitzotz* en détention, et confisquait tous les dossiers traitant ce cas. Un sixième membre du groupe, le directeur du journal, Asaf Adiv, était arrêté le 17 mai.

La Cour du district de Jérusalem a signifié leur inculpation à Roni Ben Efrat et Michael Schwartz, le 23 mai. Ils sont accusés d'être membres du front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), qu'ils auraient rejoint à Londres en 1983, début 1984. *Derech Ha-Nitzotz* aurait été alors fondé sur la base d'un accord avec le FDLP et financé par ce dernier. Ils sont accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat sur 4 points : "Contact avec des agents étrangers, appartenance à une organisation illégale, travail pour une organisation illégale et appartenance à une organisation terroriste". Les accusés encourent une peine de 40 ans de prison.

Envoyer les messages de protestation à l'adresse suivante :

Eli SWISSA, Jerusalem District commissioner,  
1 Queen Shlomzion Street,  
Jerusalem 94146 ISRAEL

caine Joan Baez est venue en Israël et a voulu exprimer sa solidarité avec le Yesh Gvul ; un gala a été organisé face à la prison numéro 4, la prison militaire où se trouvent incarcérés les soldats qui refusent de partir dans les territoires. L'extrême-droite, les partisans de Kahane nous attendaient et nous nous sommes physiquement affrontés.

### L'expression d'un refus politique

A ce jour, 600 personnes ont signé la pétition sur le refus de partir vers les territoires occupés. Yesh Gvul est donc l'expression du refus politique. Et les partis, les organisations politiques, de droite comme de gauche, ont été obligés de réagir face à ce phénomène de refus. Je vais donner un exemple, les réactions de l'armée elle-même, qui ont été évidemment très violentes sur cette question. La société israélienne est très militarisée. Ainsi, les officiers vont régulièrement dans les écoles faire des exposés politiques sur le rôle de cette institution, ce qui attend les jeunes soldats, etc. Il n'y a pas une seule déclaration, une seule interview, une seule intervention effectuée par les officiers, où ne soit abordé le problème de Yesh Gvul, pour attaquer très violemment ce mouvement. Ils essaient d'empêcher que les jeunes ne rejoignent ce mouvement.

Il faut reconnaître que nous avons un gros problème. Des mouvements tels Shalom Archav, ou des partis comme le Mapam, le mouvement kibboutnik, toute l'aile gauche du sionisme, ne disent pas aux jeunes qu'il ne faut pas partir pour les territoires occupés, bien au contraire. C'est exactement l'inverse. Ils essaient de convaincre leurs partisans qui se posent des questions, de partir là-bas, par tous les moyens, sous prétexte de ne pas laisser seulement des "sadiques" partir. Autrement dit, il faut une répression "propre". C'est un point qui montre en quoi le mouvement est plus difficile aujourd'hui qu'en 1982-1983, au moment de la guerre du Liban. Il y a tellement de forces politiques avec lesquelles nous sommes obligés de nous confronter parce que, je le répète, la question du peuple palestinien, de son oppression, de son autodétermination, de son indépendance nationale, est aujourd'hui crûment posée.

Prenons un mouvement comme Shalom Archav. Quand l'insurrection a débuté, il ne s'est pas manifesté. Quand, à Haïfa s'est créé notre comité, ou celui qui est contrôlé par le Parti communiste (Dai Ha-kibush), beaucoup de gens demandaient ce que faisait Shalom Archav. Or, il n'y avait rien. A Haïfa même, il n'existe pas, et les quelques personnes qui s'en réclament n'étaient pas prêtes à nous rencontrer, à travailler avec nous, etc. Pendant de longs mois, ce mouvement n'a rien fait.

Puis, ils ont mobilisé sur un seul point, pour appuyer l'initiative de Shultz, le secrétaire d'Etat américain, sur une conférence internationale. Mais aujourd'hui,



Les thèses des intégristes d'extrême-droite sont aujourd'hui reprises par beaucoup (DR)

la pression s'accroît sur Shalom Archav avec l'organisation des activités en direction des territoires occupés. C'est pourquoi par exemple, la semaine dernière, ils ont organisé un convoi de voiture en direction de la Cisjordanie où ils voulaient distribuer un tract. Que disait ce tract aux populations palestiniennes : arrêtez de jeter des pierres, arrêtez la lutte, il faut dialoguer entre l'Etat d'Israël et des représentants des Palestiniens ; ils ne disent même pas l'OLP ou bien du bout des lèvres.

Shalom Archav ne rompt pas du tout le consensus national israélien, ce qui n'est pas le cas pour Yesh Gvul qui met le doigt sur le point sensible de la société israélienne, l'armée. Bien sûr, ce refus d'obéissance est un phénomène minoritaire, mais il existe et c'est nouveau. Cela ne s'était jamais produit avant la guerre du Liban.

Quand des réservistes seront appelés pour la deuxième ou la troisième fois dans les territoires occupés, c'est là que nous verrons vraiment ce qui se passe, car il est probable qu'ils en auront "marre" d'aller là-bas. Ce ne sera pas probablement un refus véritablement politique mais un refus de partir. Nous avons connu cela pendant la guerre du Liban. Les gens essaient de se défilier, non pas pour des raisons politiques, mais par toutes sortes de moyens parce qu'ils avaient peur d'y aller, cette même peur qui commence à exister dans les territoires occupés, car cela n'a rien de drôle de faire face à toute une population, hommes, femmes, enfants, vieillards, qui vous crachent au vi-

sage, de sentir la haine de toute une population contre vous. Beaucoup commencent à hésiter et nous aurons peut-être un mouvement de refus un peu plus massif.

Pour revenir sur les comités que je représente ici, nous voulons nous limiter à un mot d'ordre : "Non à l'occupation". Sur ce mot d'ordre, même des sionistes peuvent nous rejoindre. C'est vrai que la plupart des militants proviennent de l'extrême-gauche, ou sont des militants arabes, palestiniens. Mais quand nous faisons un meeting, dans Haïfa par exemple, nous avons une centaine de personnes qui ne sont pas toutes anti-sionistes, cela m'étonnerait beaucoup.

### Un même combat

Ce que nous disons, et c'est ce qui différencie notre comité des autres mouvements, ceux qui sont chapeautés par le Parti communiste, c'est que nous ne voulons pas développer un mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, à l'instar de ce qui existait en France ou aux Etats-Unis par exemple, pendant la guerre du Vietnam. Nous disons nous que c'est une seule et même lutte, contre l'oppression, contre l'occupation, c'est la même lutte sur différents fronts. Voilà pourquoi, dans nos comités des camarades arabes travaillent avec nous.

Quand nous allons dans les territoires occupés, il est clair que pour eux, ce ne sont pas des gens qui viennent de l'extérieur, même si les conditions sont différentes, c'est un même combat contre la ré-



## EN BREF...



### GUADELOUPE

#### Libérez Bruno Anastase !

Bruno Anastase, jeune appelé du contingent, victime de violences racistes est actuellement enfermé à la prison de Basse-Terre en Guadeloupe. Une campagne pour sa libération se développe actuellement aux Antilles.

Bruno appartient au 2e régiment du SMA, 2e compagnie de Travaux-école (section agricole). Cette compagnie est une unité disciplinaire camouflée, où les soldats subissent toutes sortes de brimades, et Bruno y aurait été affecté à l'instigation d'un adjudant-chef (se réclamant ouvertement de Le Pen) qui le poursuivrait, paraît-il depuis quelque temps déjà, de sa sollicitude raciste et aurait déjà eu l'occasion de le maltraiter.

Le vendredi 6 mai, Bruno se sentant malade ne peut se rendre au rassemblement. Des gendarmes sont appelés et, en compagnie de l'adjudant-chef en question, ils pénètrent dans la chambre du jeune Guadeloupéen, se jettent sur lui, le maîtrisent et le rouent de coups. Bras et jambes enchaînés, il est ensuite transporté à la gendarmerie du Morne Miquel, tabassé à nouveau (assez sévèrement pour que les autorités militaires, pénitentiaires et judiciaires aient refusé, jusqu'à présent, de le laisser voir par ses parents, son avocat ou un médecin extérieur à l'administration carcérale), jeté nu dans un cachot, pour être finalement emprisonné à Basse-Terre dans des conditions relevant beaucoup plus de l'époque esclavagiste que des temps modernes.

Les Guadeloupéens, ne peuvent admettre qu'un des leurs soit traité de la sorte, c'est leur dignité à tous qui est bafouée en la personne de ce jeune compatriote. Mais il est également du devoir de tous les Français de se joindre à la protestation.

Les amis et parents de Bruno se sont constitués en comité pour sa libération et ont alerté l'opinion.

Mardi 31 mai, un meeting public suivi d'une manifestation de rue, a rassemblé une foule importante de Guadeloupéens. Samedi 4 juin, une nouvelle manifestation a eu lieu à Pointe-à-Pitre et jeudi 9 juin, le pont de la Gabarre a été barré par des manifestants.

Aujourd'hui, le comité guadeloupéen, soutenu par près d'une trentaine d'organisations parmi lesquelles des confédérations syndicales (CGTG, UGTM), des organisations étudiantes comme l'UEAG et l'UNEG, des organisations comme Combat ouvrier ou le Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, soutiennent les efforts pour la libération de Bruno Anastase, contre le mépris colonial affiché par l'Etat français, dont le ministre socialiste des Armées, J.P. Chevènement, niant la vérité, veut faire passer Bruno pour le coupable dans cette affaire, quant au préfet il a affirmé sa volonté de réprimer les manifestants. ■

### CANADA

#### Naissance de Gauche socialiste Socialist Challenge

29 délégués du Québec et du Canada anglais ont participé au Congrès d'unification entre la Gauche socialiste (GS) et l'Alliance pour l'action socialiste (ASA) à Montréal du 20 au 23 mai. Le moment fort de cette réunion a été la fondation d'une nouvelle organisation, section sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat canadien, qui a adopté le nom de Gauche socialiste/Socialist Challenge. La nouvelle section aura une implantation à Montréal, à Québec, à Sherbrooke, Saint-Jérôme, Ottawa-Hull, Toronto-Hamilton, Winnipeg, Edmonton et Vancouver. Elle continuera à publier les journaux des organisations fondatrices : *Socialist Challenge* (en anglais), bimensuel, et *Combat socialiste* (en français), mensuel. La revue théorique en français *Gauche socialiste* continuera à paraître trois fois par an.

Le congrès de fondation a adopté le texte de six documents, proposés conjointement par les directions des deux organisations fondatrices et traitant des sujets suivants : stratégie révolutionnaire dans l'Etat canadien ; situation politique actuelle ; tâches, structures et déclaration de principes de la nouvelle organisation. Le congrès s'est conclu avec l'élection d'un Comité central, comprenant 11 camarades du Québec et 7 du Canada anglais.

Plusieurs personnes ont demandé à rejoindre la nouvelle organisation à la fin du congrès.

Après un certain nombre d'années de recul des luttes ouvrières et de libération nationale, au cours desquelles beaucoup des principaux groupes d'extrême-gauche ont tout simplement disparu, la création d'une nouvelle organisation révolutionnaire à l'échelon de tout l'Etat canadien constitue, à sa façon, un événement. L'unification constitue aussi un pas en avant au-delà de la fragmentation des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale en Amérique du Nord qui s'est produite pendant ces dernières années.

Il reste bien sûr, une longue route à parcourir pour aboutir à la création d'une alternative crédible à la social-démocratie et au nationalisme bourgeois qui domine encore largement dans le mouvement ouvrier du Québec et du Canada. La construction d'une organisation révolutionnaire est une tâche difficile, surtout dans les pays capitalistes développés et encore plus dans des Etats multinationaux comme le Canada.

Toute l'histoire de la gauche et du mouvement ouvrier montre l'ampleur des difficultés à construire une organisation enracinée à la fois au Québec et au Canada anglais. En réalité, personne n'y a réussi, jusqu'à ce jour. Il est quand même essentiel d'unifier les forces révolutionnaires des deux nations dans la lutte contre l'ennemi commun, l'Etat canadien.

Cela n'est pas seulement important pour la conduite immédiate des luttes contre l'accord de libre-échange, pour la liberté de choisir et le libre accès à l'avortement, ou contre les privatisations, mais encore plus, dans la perspective de la lutte pour le renversement de l'Etat canadien bourgeois, pour la dissolution de la Confédération impérialiste, pour la libération nationale du Québec et des autres nations opprimées.

Dès sa fondation, Gauche socialiste/Socialist Challenge a pu compter sur la contribution militante de camarades du mouvement ouvrier du Québec et du Canada, du mouvement des femmes, des jeunes, des homosexuels et des comités de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale. Ce n'est pas assez étant donné les tâches historiques que nous nous sommes fixées.

Mais c'est déjà significatif comparé à la période de recul que le mouvement vient juste de traverser. ■



## LES NOTRES

### Fred Halstead (1927-1988)

Fred Halstead, longtemps dirigeant du Parti ouvrier socialiste (SWP) l'organisation en solidarité fraternelle avec la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, est mort d'un cancer du foie, à son domicile de Los Angeles, le 2 juin. Il avait 61 ans.

Né à Los Angeles en 1927, Halstead a rejoint le SWP en 1948. Il fut membre du Comité national du parti pendant de nombreuses années et son candidat à la présidence des Etats-Unis en 1968.

Membre actif du Syndicat international des travailleurs du vêtement féminin jusqu'à sa mort, Fred Halstead a participé à maintes grèves ouvrières et campagnes de syndicalisation. Il a contribué à organiser le soutien aux ouvriers du secteur de la viande qui faisaient grève contre la firme Hormel et Co du Minnesota, en 1985-1986.

Journaliste remarquable, Halstead fit pour *The Militant*, journal du SWP, des reportages depuis les lieux mêmes du mouvement de boycott des autobus lors des luttes contre la ségrégation à Montgomery en Alabama, en 1956, et sur d'autres événements concernant les campagnes pour les droits civiques. Il fut un dirigeant central du mouvement contre la guerre du Vietnam à la fin des années 60 et au début des années 70. Son livre, *Dehors tout de suite : témoignage d'un participant au mouvement américain contre la guerre du Vietnam*, a été publié en 1978. (Extrait de *The Militant*, 17 juin 1988).

Un hommage militant sera organisé dans différentes villes des Etats-Unis. Nous en rendrons compte dans le prochain numéro d'*Inprecor*. ■

## CANADA

### 50 ans de la IV<sup>e</sup> Internationale

Plus de 130 personnes ont participé au rassemblement public qu'ont tenu à Montréal le 21 mai, les organisations Gauche socialiste (GS) et Alliance pour l'action socialiste (ASA) sur le thème "le socialisme, une lutte internationale", pour célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les camarades de Gauche socialiste et de l'ASA, Ginette Lewis et Jill Lawless, ont annoncé l'unification des deux organisations, votée quelques heures auparavant lors d'un congrès commun (voir ci-dessus). Puis Keith Mann, un camarade de la Tendence Quatrième Internationale (FIT) (organisation solidaire de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis) prit la parole. Il présenta brièvement la situation politique aux Etats-Unis dans la dernière



Fred Halstead 1927-1988 (DR)

année du mandat présidentiel de Reagan et en particulier le sens contradictoire de la campagne de Jesse Jackson (voir *Inprecor* numéro 263 du 11 avril 1988).

Ensuite, Hector de la Cueva, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) la section de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique, s'adressa au meeting. Il expliqua le sens de la candidature de Rosario Ibarra aux élections.

C'est Livio Maitan, membre du Secrétariat unifié (SU) de la IV<sup>e</sup> Internationale qui clôtura la réunion. Il posa directement la question : avons-nous eu raison de créer la IV<sup>e</sup> Internationale ? Répondre à cette question requiert non seulement de prendre position sur l'Internationale, mais aussi sur les autres courants du mouvement ouvrier, en particulier ceux qui étaient dominants en 1938 : les partis sociaux-démocrates et stalinien.

Cependant on pourrait demander : est-ce que cela valait toute cette peine, tous ces efforts pour des résultats qui, somme toute, restent modestes, même 50 ans après ? A cette question nous pouvons répondre par une autre, ajouta Livio Maitan : qu'aurait-il fallu faire à la place ? Rester fidèles aux partis sociaux-démocrates ou stalinien, en espérant un miracle qui ne vint jamais ? Attendre le développement spontané de nouveaux partis révolutionnaires ? Ou se mettre tout de suite au travail, avec les forces disponibles ?

C'est en fait, dès 1938, que la nécessité d'une nouvelle internationale révolutionnaire a été établie et sa construction reste, encore aujourd'hui, une tâche essentielle. ■

## ETAT ESPAGNOL

### Contre l'embrigadement

A l'initiative des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), de l'Etat espagnol, se sont tenues les 11 et 12 juin des journées de débat sur l'anti-militarisme en Europe. Assistaient à cette réunion des jeunes du Portugal, de Suisse, de France et des Pays-Bas. Une réunion pu-

blique à Madrid a d'autre part accompagné ce week-end de travail.

Dans l'Etat espagnol, la campagne du mouvement anti-militariste civil a pris une réelle ampleur notamment au travers du mouvement Mili-KK qui dénonce le principe du service militaire et refuse un service civil embrigadant les objecteurs. Le mouvement de lutte démocratique dans les casernes ayant peu à peu disparu au début des années 80, les mobilisations anti-OTAN et pour la paix ont permis de relancer la dénonciation de l'armée parmi la jeunesse. Fait tout à fait significatif de l'intérêt de ce mouvement, les structures féministes y existent et impriment leur propre profil à la dénonciation des valeurs machistes de l'institution militaire.

Cette réunion a permis également de faire le point sur l'antimilitarisme au Portugal où de récents accidents mortels dans les casernes ont relancé la critique des conditions du service militaire, en Suisse, où une campagne est en cours pour un référendum pour l'abolition de l'armée, aux Pays-Bas où existe un petit syndicat d'appelés, et en France, où existe une certaine tradition des comités de soldats.

Malgré la très grande différenciation des situations, les mouvements antimilitaristes en Europe occidentale devront dans les prochaines années trouver un terrain de collaboration car la bourgeoisie cherchera peu à peu à unifier une partie de ses objectifs militaires comme l'attestent tous les débats sur la défense européenne commune. Les conditions d'embrigadement, les valeurs chauvines et militaristes continueront à nourrir au sein de la jeunesse un sentiment de rejet de l'armée et de ses chefs. ■

## GRANDE-BRETAGNE

### 50 000 pour les droits des homosexuels

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Londres, le 30 avril, pour s'opposer aux attaques portées par le gouvernement contre les droits des homosexuels. Selon les organisateurs de cette marche et du rassemblement, environ 50 000 personnes ont participé à cette démonstration de protestation contre la section 28 du Décret sur la gestion municipale. C'est là la plus grande manifestation de l'histoire de la Grande-Bretagne, ou d'un autre pays européen, sur cette question. En janvier il y avait déjà eu une manifestation de 10 000 personnes et une autre de 20 000 en février.

La section 28, nouvelle loi proposée sous les auspices du gouvernement Thatcher, déclare illégale pour toute municipalité de "promouvoir intentionnellement l'homosexualité" ou de "fournir des fonds pour que d'autres le fassent" (Voir *Inprecor* numéro 260 du 29 février 1988).

La manifestation a reçu des messages de soutien de la part de nombreux syndicalistes, y compris Norman Willis, secré-

taire général de la plus importante confédération syndicale, le TUC. Une délégation d'ouvriers des ferry-boats en grève à Douvres, contre la compagnie P&O (voir *Inprecor* numéro 268 du 28 juin 1988), y a participé et a récolté de l'argent pour soutenir sa lutte.

Beaucoup d'orateurs du meeting lièrent la campagne contre la section 28 à d'autres attaques contre les droits démocratiques. Un des intervenants parla de la nécessité de forger des liens avec les autres luttes contre une législation répressive, comme les nouvelles lois sur l'immigration, celle contre l'avortement en discussion au Parlement aujourd'hui, et les nouvelles lois sur les réductions des prestations sociales.

Bernie Grant, un des quatre membres noirs du Parlement, s'adressa ainsi aux manifestants : "Oubliez les députés. C'est vous qui en finirez avec cette loi, pas eux. Il faut en finir avec cette section 28, dans les rues, dans les centres municipaux, dans les syndicats, dans les écoles, dans les associations de parents. Vous ne luttez pas seulement pour vos droits, mais pour ceux des Noirs, des femmes, des lesbiennes et des homosexuels. Les opprimés sont la majorité."

On essaye de nous diviser. Nous sortirons encore plus unis de cette manifestation." ■

## YUGOSLAVIE

### Campagne de protestation

*Après les arrestations qui se sont produites en Yougoslavie, (voir page 28) une pétition internationale a été lancée :*

Liberté pour Janez Jansa, David Tasic et Ivan Borstner !

Le 31 mai et le 4 juin dernier, 2 militants du mouvement alternatif slovène ont été arrêtés, ainsi qu'Yvan Borstner, adjudant de l'armée yougoslave. Ils sont tous trois actuellement soupçonnés "d'avoir divulgué des secrets militaires" et internés dans une prison militaire. Poursuivis par les autorités militaires, ils risquent de 3 mois à 15 ans de prison.

Les soussignés protestent contre ces arrestations et demandent la mise en liberté immédiate de Janez Jansa, David Tasic et Yvan Borstner.

Ils apportent leur entier soutien aux trois revendications avancées par le "Comité pour la défense des droits de l'Homme" de Ljubljana, soutenu déjà par plus de 250 organisations, groupes, revues, cellules du parti et sections syndicales et près de 16 000 personnes à titre individuel, en Yougoslavie même :

- Libération immédiate permettant une

comparution en prévenus libres des trois personnes arrêtées ;

- Possibilité pour les inculpés de choisir librement un avocat civil ;

- Ouverture d'une enquête sur la procédure et les conditions de leurs arrestations.

(Cet appel a d'ores et déjà été signé par plusieurs centaines de personnalités, en France, en Grande-Bretagne, Italie, Portugal, Allemagne de l'Ouest, Autriche, Etats-Unis et Union soviétique.)

Par ailleurs, un comité français s'est constitué. On peut le contacter à l'adresse suivante :

J.A. Dérens  
7, impasse des Chevaliers  
75020 PARIS

Pour soutenir financièrement la campagne, envoyez vos dons à la même adresse, CCP 32 372 88 G La Source, en mentionnant "Pour la libération de J. Jansa, D. Tasic et I. Borstner".

Envoyer les lettres de protestations à Monsieur l'Ambassadeur de la RSF de Yougoslavie,

Predsedstvo SFRJ, Palaca Federacije, 11000 BEOGRAD. Yougoslavie.

Envoyer les doubles ainsi que les messages de soutien au

Comité pour la défense des droits de l'Homme, SKUC, Kersnikova, 4

61000 LJUBJANA - YUGOSLAVIE

## Cahiers d'Etude et de Recherche

Publiés par l'Institut International de Recherche et de Formation

### Numéro 9: Les années de formation de la IVème Internationale

par Daniel Bensaïd, 40 pages, 20 FF, 8FS, 135 FB

Daniel Bensaïd présente dans ce cahier les arguments qui ont conduit le mouvement qui se revendiquait de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie à fonder une organisation internationale indépendante dans les années 30.

Il démêle les raisons historiques, les pronostics conjoncturels et les choix organisationnels, montrant notamment que le congrès de fondation de 1938 conclut une démarche de regroupement des courants anti-staliniens et anti-impérialistes, commencée en 1933, mais qui, dans les conditions concrètes des années 30, n'aboutit pas à un élargissement significatif.

#### Note aux abonnés :

Pour de nombreux lecteurs des CER qui ont pris un abonnement à neuf numéros à partir du numéro un, c'est l'heure de renouveler la mise. Nous publions ci-dessous le nouveau tarif d'abonnement et la liste des numéros prévus.

#### Disponibles :

N° 1, La place du marxisme dans l'histoire, *Ernest Mandel*  
N° 2 et n° 3, La révolution chinoise, *Pierre Rousset*  
N° 5, Lutttes de classe et technologie au Japon, *Muto Ichiyo*  
N° 6, Le populisme en Amérique latine, documents présentés par *Michael Löwy*  
N°7/8, Plan, marché et démocratie : l'expérience des pays dits socialistes, *Catherine Samary*.

#### Prévus :

Les révolutions bourgeoises, *Robert Lochhead*  
Le stalinisme, *Ernest Mandel*  
Problèmes de la transition au Nicaragua, recueil de textes  
Marxisme, féminisme et mouvement ouvrier, *Marijke Colle*  
Le "socialisme à la suédoise", par *Tom Gustaffson*  
Marxisme et théologie de la libération, par *Michael Löwy*  
La révolution cubaine, *Janette Habel*

**Nouveau tarif d'abonnement :** 5 numéros des CER pour 100 FF, 40 FS, 675 FB (par avion : + 20%). Chèques libellés à l'ordre de P. Rousset. Virements au CCP Paris 11 541 97 T. Envoyer à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Paiements groupés : indiquer la somme pour les CER.

# Répression : l'armée s'en mêle

**"SOUS LA MENACE d'être saisi pour avoir "révélé" des secrets militaires le 13 mai dernier, Mladina, l'hebdomadaire de l'Alliance des jeunes socialistes de Slovénie s'est vu interdire de publier des extraits des minutes de la réunion du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie.**

**Dans ce matériel qui avait été publié dans le numéro 19 de Mladina, Milan Kucan (responsable du parti) a mis en cause la déclaration sur la situation politique en Slovénie faite par le Conseil militaire.**

Michele LEE

**V**OILÀ L'INTRODUCTION d'une pétition qui a commencé à circuler récemment à Belgrade, appelant à la libération de Janez Jansa, l'un des candidats officiels au présidium de l'Association de la jeunesse slovène, qui a été arrêté à Ljubljana et remis aux mains de l'Armée, sous prétexte qu'il était en possession de documents concernant des secrets militaires. Une campagne de pétitions similaire a également été organisée à Zagreb. Pourtant, en même temps que ces pétitions circulaient, deux autres personnes étaient transférées dans des prisons militaires, Ivan Borstner et David Tasic.

## Danger armée !

Les trois arrestations eurent lieu en l'espace de 5 jours. A Ljubljana, un comité pour la justice a été formé pour exiger leur libération. Ce comité a reçu un très large soutien dans toutes les couches de la société slovène, chez les ouvriers, les journalistes, les membres du gouvernement local et les officiels du Parti, l'Eglise,

l'Association des écrivains, etc. L'organisation de jeunesse du parti elle-même est intervenue énergiquement, exigeant des explications sur l'arrestation de Jansa, qui est un militant connu, membre du mouvement pacifiste, auteur de nombreux articles sur l'Armée populaire yougoslave et théoricien de l'auto-défense populaire. Beaucoup des articles de Jansa étaient écrits spécialement pour *Mladina*. De fait, il est un des rédacteurs du journal.

Ces arrestations représentent une attaque flagrante contre *Mladina*, l'Alliance des jeunes socialistes de Slovénie, et la démocratie yougoslave dans son ensemble.

Il semble clair que l'opinion publique yougoslave de tout le pays a pris conscience du danger de l'utilisation de l'armée contre les critiques "indésirables". Dans ce sens, sous le prétexte facile de protection des secrets militaires, on peut passer outre aux autorités locales des républiques. La possibilité d'une *kosovisation* de la Slovénie est aujourd'hui en débat. (Le Kosovo est une région autonome dont la population est majoritairement albanaise et où les tensions nationales sont constantes). Cela signifie une criminali-

sation délibérée des revendications embarrassantes et un large recours à la prison.

La pétition mentionnée plus haut exprime "notre solidarité avec les protestations et les revendications (slovènes)". Aussi, "afin de prévenir d'autres utilisations abusives possibles des articles de loi concernant les secrets officiels, d'Etat ou militaires", elle demande à l'Assemblée fédérale d'impulser un large débat sur les implications de ce qui s'est produit en Slovénie. Les réponses en provenance de Ljubljana, Belgrade et Zagreb ont démontré un remarquable degré de solidarité de la part des forces démocratiques en Yougoslavie, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Ligue des communistes.

## Des rumeurs inquiétantes

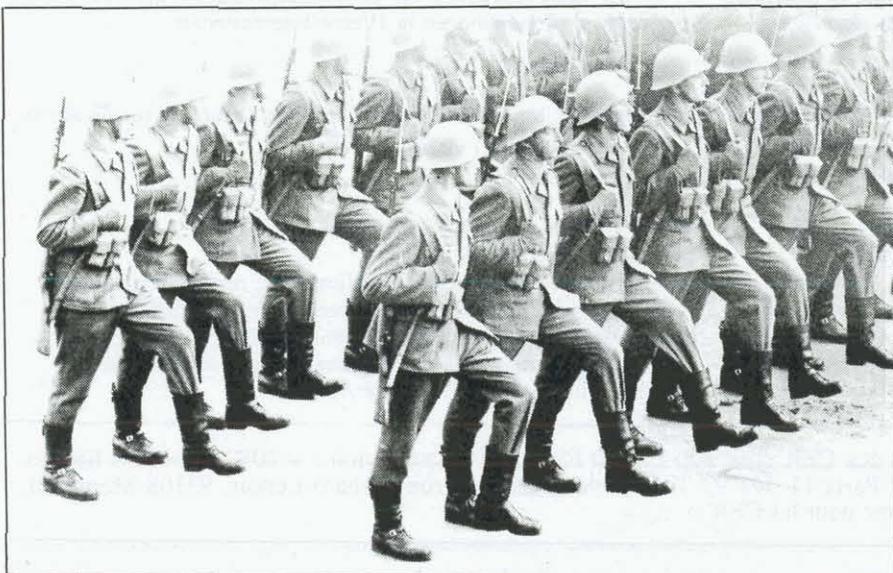
Cette vive réaction s'explique également par le fait qu'au début du mois de mai, des rumeurs bien fondées se sont répandues en Slovénie, disant qu'en mars dernier, l'armée avait projeté une vague d'arrestations dans la république (on mentionnait le nombre de 300 personnes) qui aurait touché toutes les personnalités de la vie publique. La réunion du Présidium du parti à laquelle la pétition se réfère, de même que les minutes de la réunion que *Mladina* fut empêchée de publier, tout cela se rapporte à cet incident.

Les circonstances de cette affaire n'ont pas été vraiment clarifiées. Ceux qui, initialement, ont rejeté l'idée d'une intervention militaire en Slovénie peuvent aujourd'hui être rassurés sur le "rationnel" de leur attitude. En fait, les déclarations des gens qui ont été témoins de la perquisition des bureaux de Jansa, et celles des rédacteurs en chef et adjoint responsables de *Mladina* (respectivement Robert Botteri et France Zavrl) (1) montrent qu'aucun matériel suspect ne fut trouvé pendant cette fouille. Par exemple, la feuille de papier confisquée dans un dossier qui était ouvert sur le dessus du bureau de Tasic à *Mladina* ne portait aucune indication ou tampon indiquant qu'il s'agissait d'un document secret.

La dernière chose dont la Yougoslavie ait besoin c'est d'une armée hors de tout contrôle civil. Tout au contraire, ce dont le pays a besoin par dessus tout c'est de la démocratie. Selon la loi yougoslave les gens accusés d'avoir révélé des secrets militaires peuvent être détenus sans inculpation ni jugement pendant six mois.

Le temps est venu d'abord d'un réexamen critique de la loi et/ou de la coutume qui permet à des organismes informels comme le Conseil militaire d'intervenir politiquement ; et en second lieu de retirer à l'armée son droit de détenir et de juger des civils. ■

15 juin 1988



1) France Zavrl est lui-même impliqué dans une procédure judiciaire ouverte contre lui sur l'insistance du Procureur public fédéral pour avoir publié un article sur un voyage non officiel de Branko Mamula, qui était alors ministre de la Défense. Intitulé "Mamula, rentre à la maison", l'article condamnait les ventes d'armes yougoslaves au gouvernement éthiopien.